



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
Room 1650, 635 8th Ave. S.W.
Calgary
Alberta
T2P 3M3
Bid Fax: (403) 292-5786

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada/Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada
Room 1650, 635 8th Ave. S.W.
Calgary
Alberta
T2P 3M3

Title - Sujet Outil logiciel pour bases de donnée	
Solicitation No. - N° de l'invitation A2770-150009/A	Date 2016-03-29
Client Reference No. - N° de référence du client A2770-150009	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$CAL-130-6447	
File No. - N° de dossier CAL-5-38138 (130)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-05-09	Time Zone Fuseau horaire Mountain Daylight Saving Time MDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Gong, Jenny	Buyer Id - Id de l'acheteur cal130
Telephone No. - N° de téléphone (406) 561-4924 ()	FAX No. - N° de FAX (403) 292-5786
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: INDIGENOUS AND NORTHERN AFFAIRS CANADA STE 100 9911 CHULA BLVD TSUU T'INA SARCEE Alberta T2W6H6 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 Introduction	3
1.2 Sommaire.....	3
1.3 Comptes rendus	3
PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	3
2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées	3
2.2 Présentation des soumissions	4
2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission	4
2.4 Lois applicables	4
2.5 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions	4
PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	4
3.1 Instructions pour la préparation des soumissions	4
3.2 Section I : Soumission technique	5
3.3 Section II : Soumission financière	6
3.4 Section III : Attestations	7
PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	7
4.1 Procédures d'évaluation	7
4.2 Évaluation technique	7
4.3 Évaluation financière	9
4.4 Méthode de sélection.....	9
PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	11
5.1 Attestations exigées avec la soumission	12
5.2 Attestation préalable à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires	12
PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	14
6.1 Besoin	14
6.2 Clauses et conditions uniformisée	14
6.3 Exigences relatives à la sécurité	15
6.4 Durée du contrat	15
6.5 Responsables	15
6.6 Paiement.....	16
6.7 Instructions relatives à la facturation	18
6.8 Attestations	18
6.9 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur	19

6.10	Lois applicables	19
6.11	Ordre de priorité des documents	19
6.12	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)	19
6.13	Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)	19
6.14	Exigences en matière d'assurance.....	19
6.15	Limitation de la responsabilité – gestion de l'information/technologie de l'information 20	
6.16	Logiciel sous licence	21
6.17	Maintenance et soutien de logiciel sous licence	22
6.18	Formation.....	24
6.19	Préservation des supports électroniques	24
6.20	Accès aux biens et aux installations du Canada	24
6.21	Résiliation pour des motifs de commodité.....	25

Liste des annexes:

Annexe A	Besoin
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Critères d'évaluation technique

Formulaires :

Formulaire 1	Formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel
Formulaire 2	Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel
Formulaire 3	Formulaire de déclaration

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumission compte six parties ainsi que des annexes et des pièces jointes, comme suit :

Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;

Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;

Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leurs soumissions;

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;

Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir;

Partie 6 Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l' Besoin, l'Base de paiement, et l'Critères d'évaluation technique

1.2 Sommaire

Pétrole et gaz des Indiens du Canada (PGIC) a une demande visant la fourniture et la livraison d'outils logiciels de type bases de données a PGIC sur le territoire de la réserve de Tsuu T'ina, en Alberta, au Canada.

La période du contrat sera à partir de la date de délivrance pour trois (3) ans, avec deux (2) périodes supplémentaires d'un an option.

le logiciel de base de données outils doivent être livrés par le 16 mai 2016.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Chili (ALECC), l'Accord de libre-échange Canada-Pérou, l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, l'Accord de libre-échange Canada-Panama (s'il est exécutoire), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

1.3 Comptes rendus

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats de la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre se trouvent dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-uniformisees) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-uniformisees>)

et-conditions-uniformisees-d-achat) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

- (b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.
- (c) Le document 2003 (2015-09-03, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. En cas de divergence entre les clauses du document 2003 et de la présente, les dispositions pertinentes de la présente prévalent.

2.2 Présentation des soumissions

- (a) Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- (b) Les soumissionnaires doivent citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question. Ils doivent prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec précision. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusive » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention exclusive feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

- (a) Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Alberta.

2.5 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Si les soumissionnaires estiment pouvoir l'besoins contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles soient soumises à l'autorité contractante conformément au paragraphe intitulé « Demandes de renseignements - en période de soumission ». Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- (a) **Copies de la soumission** : Le Canada demande aux soumissionnaires de présenter leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- (i) Section I : Soumission technique (une copie papier), ajouter « et un copie électroniques sur CD ou DVD ou clé USB)
- (ii) Section II : Soumission financière (un copie papier)
- (iii) Section III : Attestations (un copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

- (b) **Format de la soumission** : Le Canada demande aux soumissionnaires de suivre les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- (i) utiliser du papier de 8,5 po sur 11 po (216 mm sur 279 mm);
- (ii) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumission
- (iii) inclure, sur le dessus de chaque volume de la soumission, une page titre comprenant le titre, la date, le numéro de l'invitation à soumissionner, le nom et l'adresse du soumissionnaire et les coordonnées de la personne-ressource;
- (iv) produire une table des matières.

- (c) **Politique d'achats écologique du Canada** : En avril 2006, le Canada a publié une politique exigeant des ministères et des organismes fédéraux qu'ils prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement. Voir la Politique d'achats écologiques, qui se trouve à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.htm>. Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- (i) utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- (ii) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt que couleur, impression recto verso, et des agrafes ou des trombones plutôt qu'une reliure Cerlox, une reliure à attaches ou une reliure à anneaux.

3.2 Section I : Soumission technique

- (a) Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.
- (b) La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points visés par les critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires abordent les sujets en reprenant l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes

sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

- (i) **Plan de formation:** Le soumissionnaire doit dresser les grandes lignes de l'ébauche du plan de formation qu'il propose, démontrant ainsi qu'il répond à l'ensemble des exigences obligatoires en matière de formation décrites dans Annex A – l'besion. Le plan de formation doit comprendre, au minimum:
- (ii) **Description des services d'entretien et de soutien du soumissionnaire :** Le soumissionnaire doit inclure une description de ses services d'entretien et de soutien de logiciels, qui doivent être conformes à toutes les exigences énoncées dans les clauses du contrat, y compris l'énoncé de travail. À tout le moins, le soumissionnaire doit décrire son :
 - (A) ses procédures de signalement et de résolution de problèmes;
 - (B) ses procédures de transfert aux échelons supérieurs;
 - (C) la possibilité de soutien sur les lieux; [s'il est obligatoire de faire le soutien sur les lieux, supprimer ce paragraphe]
 - (D) toute amélioration aux exigences de base offerte par le soumissionnaire

Le soumissionnaire peut également fournir toutes les autres informations qu'il juge pertinentes.
- (iii) **Liste de logiciels proposés:** Le soumissionnaire doit fournir une liste détaillée comportant le nom et la version de chaque composante du logiciel sous licence requis par la solution logicielle proposée.

3.3 Section II : Soumission financière

- (a) **Établissement des prix:** Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement reproduite à l'annexe « B ». Le montant total de la taxe sur les produits et services ou de la taxe de vente harmonisée doit être indiqué séparément. Sauf indication contraire, les soumissionnaires doivent inclure un seul prix ferme tout compris, en devises canadiennes, dans chacune des cases à remplir des tableaux d'établissement des prix.
- (b) **Tous les coûts doivent être compris :** La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris toutes les options de prolonger la durée du contrat. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer l'ensemble du matériel, des logiciels, des périphériques, du câblage et des composantes nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions, ainsi que les prix de ces articles.
- (c) **Prix non indiqués :** On demande aux soumissionnaires d'entrer «0,00\$» pour tout article qu'ils ne comptent pas facturer ou qui ont déjà été ajoutés à d'autres prix dans le tableau. Si le soumissionnaire laisse le champ vierge, le Canada considérera le prix comme étant «0,00\$» aux fins d'évaluation et pourrait demander au soumissionnaire de confirmer que le prix est bel et bien «0,00\$». Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix lors de cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un champ vierge est de 0,00\$, sa soumission sera déclarée non recevable.
- (d) **Fluctuation du taux de change**
 - (i) Clause du guide des CUA C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

3.4 Section III : Attestations

Il est obligatoire que les soumissionnaires présentent les attestations identifiées à la partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- (c) En plus de tous les autres délais prescrits dans la demande de soumissions:
 - (i) **Demandes de précisions:** si le Canada demande des précisions au soumissionnaire sur sa soumission ou qu'il veut vérifier la soumission, le soumissionnaire disposera d'un délai de 2 jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. À défaut de respecter ce délai, sa soumission sera jugée non recevable.
 - (ii) **Demandes de renseignements supplémentaires:** Si le Canada demande des renseignements supplémentaires conformément à la section «Déroulement de l'évaluation» du document 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, afin de:
 - (A) vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire dans sa soumission;
 - (B) communiquer avec une ou plusieurs des références citées par le soumissionnaire (références citées dans les curriculum vitae des ressources individuelles) dans le but de valider les renseignements fournis par le soumissionnaire;le soumissionnaire doit soumettre les renseignements demandés par le Canada dans les deux (2) jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante.
 - (iii) **Prolongation du délai:** si le soumissionnaire a besoin de davantage de temps, l'autorité contractante, à sa seule discrétion, peut accorder une prolongation du délai.

4.2 Évaluation technique

- (a) **Critères techniques obligatoires**
 - (i) Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité aux exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions désignés précisément par les termes «doit», «doivent» ou «obligatoire» constituent des exigences obligatoires. Les soumissions qui ne respectent pas toutes les exigences obligatoires, sans exception, seront déclarées irrecevables et rejetées.
 - (ii) Les critères techniques obligatoires sont les suivantes : Appendice A1 & Appendice A2; and Appendice B1 & Appendice B2 l'annexe C – critères d'évaluation technique
- (b) **Critères techniques cotés :**

Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, qui sont précisées dans la demande de soumissions par le terme « cotées » ou par la mention d'une note. Les soumissionnaires qui présentent des soumissions qui ne sont pas complètes et qui

ne contiennent pas tous les renseignements exigés dans la demande de soumissions seront cotées en conséquence. Les critères techniques cotés sont décrites dans Appendice A1 & Appendice A2; and Appendice B1 & Appendice B2 l'annexe C – critères d'évaluation technique.

(c) **Prise en considération des modalités additionnelles d'utilisation du logiciel comprises dans la soumission classée au premier rang**

- (i) L'acceptation de toutes les modalités et conditions contenues dans la partie 6 – Clauses du contrat subséquent (y compris les clauses relatives au permis d'utilisation du logiciel et les clauses incorporées par renvoi) constitue une exigence obligatoire de cette demande de soumissions.
- (ii) Toutefois, les soumissionnaires peuvent, dans le cadre de leur soumission, présenter des modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel. L'inclusion ou non de ces modalités d'utilisation du logiciel dans tout contrat subséquent (en tant qu'annexe, conformément à l'article intitulé « Ordre de priorité des documents » dans les clauses du contrat subséquent) sera déterminée à l'aide du processus en cinq étapes décrit ci-après. Quant à savoir si les modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel proposées sont acceptables pour le Canada, la décision est entièrement à la discrétion du Canada.
- (iii) Le processus est le suivant :
 - (A) les soumissions peuvent comprendre des modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel, qui sont proposées comme modalités supplémentaires aux clauses du contrat subséquent. Les soumissionnaires ne devraient pas présenter les modalités standard de licence intégrales de l'éditeur de logiciel (parce que les modalités standard de licence contiennent généralement des dispositions qui ne traitent pas uniquement de l'utilisation du logiciel; par exemple, elles traitent souvent de questions telles que la limite de la responsabilité ou la limite de garantie qui ne constituent pas des modalités d'utilisation du logiciel);
 - (B) dans les cas où un soumissionnaire a présenté les modalités standard de licence intégrales de l'éditeur de logiciel, le Canada exigera que le soumissionnaire retire ces modalités et qu'il présente seulement les modalités d'utilisation du logiciel qu'il souhaite que le Canada prenne en considération;
 - (C) le Canada examinera les modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel proposées par le soumissionnaire classé au premier rang (déterminé selon l'évaluation financière) afin de déterminer si certaines des dispositions proposées par le soumissionnaire sont inacceptables pour le Canada;
 - (D) si le Canada détermine qu'une des modalités d'utilisation du logiciel proposée est inacceptable pour le Canada, ce dernier avisera le soumissionnaire, par écrit, et lui fournira l'occasion de retirer cette disposition de sa soumission ou de proposer une formulation de remplacement pour examen par le Canada. Le Canada peut préciser un délai de réponse au soumissionnaire. Si le soumissionnaire présente une nouvelle formulation que le Canada juge inacceptable, le Canada n'est pas obligé de lui fournir une autre occasion de proposer une formulation de remplacement;
 - (E) si le soumissionnaire refuse de retirer les dispositions inacceptables pour le Canada de sa soumission dans le délai prescrit par le Canada dans son avis, la soumission sera jugée irrecevable et rejetée; le Canada peut alors passer à la soumission classée au rang suivant;

- (F) si le soumissionnaire accepte de retirer les dispositions inacceptables pour le Canada et qu'il se voit attribuer tout contrat subséquent, les modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel (telles que modifiées) seront incorporées en tant qu'annexe au contrat, conformément à l'article intitulé « Ordre de priorité des documents » dans les clauses du contrat subséquent.
- (iv) Pour plus de certitude et afin de garantir que seules les modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel qui ont été approuvées par les deux parties sont incorporées dans tout contrat subséquent, à moins que les modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel proposées par le soumissionnaire ne soient jointes en tant qu'annexe distincte au contrat et paraphées par les deux parties, elles ne seront pas considérées comme faisant partie de tout contrat subséquent (même si elles font partie de la soumission qui est incorporée par renvoi dans le contrat subséquent). Que le Canada les ait acceptées ou refusées dans le cadre du processus décrit ci-dessus, les modalités et conditions ou les modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel incluses dans la soumission ne s'appliqueront pas systématiquement au contrat subséquent.

4.3 Évaluation financière

(a) Critères d'évaluation financière obligatoires

Les exigences obligatoires de la soumission financière sont les suivantes : Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément à la base de paiement de l'annexe B. Le montant total des taxes applicables doit figurer séparément.

L'évaluation financière sera effectuée pour chacun des articles suivants:

- (i) Article 1 – Logiciel de bases de données 1 (10 utilisateurs simultanés) en vertu de la partie 1 de l'annexe B;
- (ii) Article 2 – Logiciel de bases de données 2 (2 utilisateurs simultanés) en vertu de la partie 2 de l'annexe B;
- (iii) Article 3 – Logiciel de bases de données 2 (12 utilisateurs simultanés) en vertu de la partie 3 de l'annexe B.
- (iv) Clause du guide des CCUA A0220T (2014-06-26), Évaluation du prix

4.4 Méthode de sélection

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :

- a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et
- b. satisfaire à tous les critères obligatoires; et
- c. obtenir le nombre minimal de points requis pour l'évaluation technique à l'annexe A-2 et annexe B-2 pour l'évaluation technique; et
- d. obtenir le nombre minimal de 117 points dans l'ensemble à l'annexe A-2 pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques cotés.
L'échelle de cotation compte 195 points à l'annexe A-2
- e. obtenir le nombre minimal de 134 points dans l'ensemble à l'annexe B-2 pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques cotés.
L'échelle de cotation compte 224 points à l'annexe B-2

2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences (choisir « a) ou b) ou c) ou (d) ou e) seront déclarées non recevables.
3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 60% sera accordée au mérite technique et une proportion de 40% sera accordée au prix.
4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 60%.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 40%
6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

[Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 60/40 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement.] Le nombre total de points pouvant être accordé est de 135, et le prix évalué le plus bas est de 45 000,00 \$ (45).

Méthode de sélection - Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (60%) et du prix (40%)

		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale		115/135	89/135	92/135
Prix évalué de la soumission		55 000,00 \$	50 000,00 \$	45 000,00 \$
Calculs	Note pour le mérite technique	$115/135 \times 60 = 51.11$	$89/135 \times 60 = 39.56$	$92/135 \times 60 = 40.89$
	Note pour le prix	$45/55 \times 40 = 32.73$	$45/50 \times 40 = 36.00$	$45/45 \times 40 = 40.00$
Note combinée		83,84	75,56	80,89
Évaluation globale		1 ^{er}	3 ^e	2 ^e

8. La sélection sera fondée sur ce qui suit :

a) Au maximum deux (2) contrats pourraient être attribués dans le cadre de cette demande de propositions.

Les soumissionnaires doivent présenter une soumission pour chacun des articles suivants :

- i. Article 1 – Logiciel de bases de données 1 (10 utilisateurs simultanés) en vertu de la partie 1 de l'annexe B;
- ii. Article 2 – Logiciel de bases de données 2 (2 utilisateurs simultanés) en vertu de la partie 2 de l'annexe B;
- iii. Article 3 – Logiciel de bases de données 2 (12 utilisateurs simultanés) en vertu de la partie 3 de l'annexe B.

b) Étape 1 - La note combinée sera calculée pour les soumissions recevables pour chacun des articles :

- i. Article 1 – Logiciel de bases de données 1 (10 utilisateurs simultanés);
- ii. Article 2 – Logiciel de bases de données 2 (2 utilisateurs simultanés);
- iii. Article 3 – Logiciel de bases de données 2 (12 utilisateurs simultanés).

c) Étape 2 – La soumission recevable la mieux classée dont la note combinée pour le mérite technique et le prix sera la plus élevée sera calculée pour chacun des articles :

- i. Article 1 – Logiciel de bases de données 1 (10 utilisateurs simultanés);
- ii. Article 2 – Logiciel de bases de données 2 (2 utilisateurs simultanés);
- iii. Article 3 – Logiciel de bases de données 2 (12 utilisateurs simultanés).

d) Étape 3 – La soumission recevable la mieux classée pour l'article 1 sera ADDITIONNÉE à la soumission recevable la mieux classée pour l'article 2, ce qui donnera le total A.

e) Étape 4 – La soumission recevable la mieux classée pour l'article 3 constituera le total B.

f) Étape 5 – Si le total A est SUPÉRIEUR (>) au total B, alors un seul contrat sera octroyé au soumissionnaire dont la soumission recevable est la mieux classée selon la note combinée du mérite technique et du prix pour l'article 3.

g) Étape 6 – Si le total A est INFÉRIEUR (<) au total B, alors deux (2) contrats seront octroyés à deux (2) soumissionnaires dont les soumissions recevables sont les mieux classées selon la note combinée du mérite technique et du prix pour les articles 1 et 2.

h) Par exemple :

Article 1 + Article 2 = Total A

Article 3 = Total B

Si le total A est > au total B, alors le contrat est attribué au soumissionnaire retenu de l'article 3 (1 contrat);

Si le total A est < au total B, alors le contrat est attribué au soumissionnaire retenu des articles 1 et 2 (2 contrats).

PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

(a) Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le Formulaire 3 de déclaration (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>) dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestation préalable à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

(a) Dispositions relatives à l'intégrité – Liste de noms

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

(b) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au programme de contrats fédéraux (PCF) » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au programme de contrats fédéraux (PCF) » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au programme de contrats fédéraux (PCF) » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante «Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation», rempli avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante le formulaire « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation » remplie pour chaque membre de la coentreprise.

(c) **Attestation du soumissionnaire relative à la fourniture de matériel et de logiciels du commerce**

Tout le matériel et tous les logiciels proposés pour satisfaire à ce besoin doivent être disponibles dans le commerce (à moins d'un énoncé contraire dans la présente demande de soumissions), ce qui signifie que chaque élément de matériel et de logiciel est disponible dans le commerce, n'exige aucune recherche ni développement supplémentaires et fait partie intégrante d'une gamme de produits existante dont le fonctionnement est éprouvé (c'est-à-dire qu'ils n'ont pas simplement fait l'objet d'essais en laboratoire ou dans un environnement expérimental). Si tout matériel ou logiciel proposé est une extension entièrement compatible d'une gamme de produits éprouvés, il doit avoir été annoncé publiquement au plus tard à la date de clôture des soumissions. En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que tout le matériel et tous les logiciels proposés sont disponibles dans le commerce.

(d) **Attestation de l'éditeur de logiciel et autorisation de l'éditeur de logiciel**

- (i) Si le soumissionnaire est l'éditeur de tout élément des produits logiciels privés proposés, le Canada exige que le soumissionnaire confirme, par écrit, qu'il est l'éditeur de logiciel. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire 1 d'attestation de l'éditeur de logiciel joint à la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel, l'utilisation de ce formulaire n'est pas obligatoire. Pour les soumissionnaires qui utilisent un autre formulaire, le Canada déterminera, à sa seule discrétion, si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission irrecevable.
- (ii) Tout soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur de tous les produits logiciels proposés dans le cadre de sa soumission doit présenter une preuve de l'autorisation de l'éditeur de logiciel, qui doit être signée par ce dernier (et non par le soumissionnaire). Aucun contrat ne sera attribué à un soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur de tous les logiciels privés proposés au Canada, à moins qu'une preuve de l'autorisation de ce dernier n'ait été fournie au Canada. Si les logiciels privés proposés par le soumissionnaire proviennent de plusieurs éditeurs de logiciel, une autorisation est exigée de chaque éditeur de logiciel. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire 2 d'autorisation de l'éditeur de logiciel joint à la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel, l'utilisation de ce formulaire n'est pas obligatoire. Pour les soumissionnaires qui utilisent un autre formulaire, le Canada déterminera, à sa seule discrétion, si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission irrecevable.
- (iii) Dans le cadre de la présente demande de soumissions, « éditeur de logiciel » désigne le propriétaire de tout produit logiciel compris dans la soumission qui a le droit d'octroyer une licence (et d'autoriser d'autres personnes à octroyer une licence ou une sous-licence) pour ses produits logiciels.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante

6.1 Besoin

- (a) _____ (l'« **entrepreneur** ») accepte de fournir au client les biens et services, conformément au contrat et aux prix énoncés dans ce dernier. Cela comprend :
- (i) accorder la licence d'utilisation du logiciel sous licence décrit dans le contrat;
 - (ii) fournir des services de maintenance et de soutien pour le logiciel sous licence durant la période de soutien du logiciel;
 - (iii) donner de la formation à la demande du Canada,
- à au moins un endroit précisé par le Canada, à l'exception des lieux soumis aux ententes sur la revendication territoriale globale.
- (b) **Client** : Dans le cadre du contrat, le « **client** » est Pétrole et gaz des Indiens du Canada.
- (c) **Réorganisation du client** : La redésignation, la restructuration, le réaménagement ou le remaniement du client n'aura aucune incidence sur l'obligation de l'entrepreneur en ce qui a trait à l'exécution des travaux (et ne donnera pas lieu non plus au paiement d'honoraires supplémentaires). La restructuration, le réaménagement et le remaniement du client s'entendent aussi de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est semblable à celle du client d'origine. Peu importe le type de réorganisation, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou responsable technique, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la réorganisation.
- (d) **Définition des termes** : Les termes et expressions définis dans les conditions générales ou les conditions générales supplémentaires et qui sont utilisés dans ce contrat ont le sens qui leur a été attribué dans ces conditions. De plus, les termes et expressions ci-dessous correspondent aux définitions suivantes :

Toute référence à un « **produit livrable** » ou à plusieurs « **produits livrables** » se rapporte au matériel, à la licence d'utilisation du logiciel sous licence

6.2 Clauses et conditions uniformisée

Toutes les clauses et conditions indiquées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

- (a) **Conditions générales**
- (i) 2030 (2015-09-03), Conditions générales – besoins plus complexes de biens, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.
- (b) **Conditions générales supplémentaires**

Les conditions générales supplémentaires suivantes :

- (i) 4003 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Logiciels sous licence;
- (ii) 4004 (2013-04-25), Conditions générales supplémentaires – Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence;

appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sûreté.

6.4 Durée du contrat

- (a) **Durée du contrat** : La « **durée du contrat** », soit la période au cours de laquelle l'entrepreneur est obligé d'exécuter les travaux, comprend :

- (i) la « **durée du contrat initial** », qui débute à la date d'attribution du contrat et se termine deux (2) années plus
- (ii) la période de prolongation de ce contrat, si le Canada décide de se prévaloir des options énoncées dans le contrat.

- (b) **Option de prolongation du contrat** :

- (i) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus trois (3) périodes supplémentaire(s) de un (1) année(s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte, au cours de la période prolongée du contrat, d'être payé conformément aux dispositions applicables définies dans la Base de paiement.
- (ii) Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins trente (30) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne peut être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat.

6.5 Responsables

- (a) **Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est :

Jenny Gong
Spécialiste d'approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Approvisionnement - Calgary
635, 8e Avenue SO, pièce 1650
Calgary, Alberta T2P 3M3

Téléphone:(403) 561-4924
Télécopieur:(403) 292-5786
Courriel: jenny.gong@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ni de travaux qui n'y sont pas prévus à la suite de demandes

ou d'instructions verbales ou écrites provenant d'une personne autre que l'autorité contractante.

(b) **Responsable technique**

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le responsable technique [est le représentant du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat et] est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter de questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser la modification de la portée des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante

(c) **Représentant de l'entrepreneur**

Compléter ou supprimer, selon le cas.]

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

6.6 Paiement

(a) **Base de paiement**

- (i) **Logiciel sous licence, maintenance et soutien** : Pour les licences visant l'utilisation du logiciel sous licence (y compris la livraison, l'installation, l'intégration et la configuration du logiciel sous licence et la documentation sous licence conformément au contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur les prix fermes établis à l'annexe B FAB destination, droits de douane inclus, taxes applicables en sus. Les prix fermes comprennent la garantie pendant la période de garantie du logiciel et la maintenance et le soutien pendant la période de soutien du logiciel (y compris pour toute licence supplémentaire achetée pendant la durée du contrat
- (ii) **Formation** : Pour les cours de formation demandés par le Canada pendant la durée du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur une fois le cours terminé le prix ferme par étudiant établi à l'annexe B, taxes applicables en sus.
- (iii) **Frais de déplacement et de subsistance – Directive sur les voyages du Conseil national mixte** L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais

administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisés aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ». Tout déplacement doit être approuvé au préalable par. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

- (iv) **Attribution concurrentielle** : L'entrepreneur reconnaît que le présent contrat a été attribué à l'issue d'un processus concurrentiel. Aucuns frais supplémentaires ne seront versés à l'entrepreneur pour les erreurs, les oublis, les idées fausses ou les mauvaises estimations dans sa soumission.
- (v) **Objet des estimations** : Toutes les estimations reproduites dans ce contrat le sont uniquement pour répondre aux besoins administratifs du Canada et ne constituent pas des engagements de sa part pour ce qui est de l'acquisition de ces biens ou de ces services selon les nombres indiqués. Les engagements relatifs à l'acquisition d'une quantité ou d'une valeur précise de biens ou de services sont décrits ailleurs dans le contrat.

(b) **Limitation des dépenses**

- (i) Dans le cadre du contrat, la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur ne doit pas dépasser la somme indiquée à la première page du contrat, moins les taxes applicables, selon le cas. En ce qui concerne le montant inscrit à la première page du contrat, les droits de douane sont inclus, et les taxes applicables sont incluses. L'engagement d'acquérir une quantité ou une valeur précise de biens ou de services est décrit ailleurs dans le contrat.
- (ii) Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant d'une modification de conception ou d'une modification ou interprétation des spécifications ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces modifications de conception, modifications ou interprétations des spécifications n'aient été approuvées, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrées aux travaux. L'entrepreneur ne doit pas exécuter des travaux ni fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance des fonds :
 - (A) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée;
 - (B) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat;
 - (C) dès qu'il juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux;selon la première occurrence.
- (iii) Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas automatiquement la responsabilité du Canada à son égard.

(c) **Modalités de paiement – Paiements multiples**

- (i) H1001C (2008-05-12), Paiements multiples

(d) **Méthode de paiement – Paiement anticipé**

- (i) Le Canada versera un paiement anticipé à l'entrepreneur pour les services de si :
 - (A) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
 - (B) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada.
 - (ii) Le versement d'un paiement anticipé n'empêche pas le Canada d'exercer un recours à l'égard du paiement anticipé ou des travaux si les travaux exécutés par la suite sont jugés inacceptables.
- (e) **Clauses du Guide des CCUA**
- C2000C (2007-11-30), Taxes - entrepreneur établi à l'étranger
C2065C (2008-05-12), Droits de douane et taxes de vente du Canada - entrepreneur établi à l'étranger
- (f) **Aucune obligation de payer pour des travaux non effectués en raison de la fermeture des bureaux du gouvernement**
- (i) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services selon le contrat en raison de l'évacuation et de la fermeture de ces bureaux et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués sans l'évacuation ou la fermeture.
 - (ii) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services en vertu du contrat en raison d'une grève ou d'un lock-out et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués s'il avait eu accès aux locaux.

6.7 Instructions relatives à la facturation

- (a) L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément aux renseignements demandés dans les conditions générales.
- (b) La facture de l'entrepreneur doit comporter un poste pour chaque sous-alinéa de la Base de paiement.
- (c) En soumettant des factures (portant sur des articles qui ne font pas l'objet de paiement anticipé) l'entrepreneur atteste que les biens et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes aux dispositions de la Base de paiement du contrat, y compris les frais résultant de l'exécution des travaux par des sous-traitants.
- (d) L'entrepreneur doit remettre au responsable technique l'original de chaque facture. Il doit aussi en remettre une copie à l'autorité contractante sur demande.

6.8 Attestations

Le respect continue des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements supplémentaires, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément à la disposition du contrat en la matière.

6.9 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec le Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme des contrats fédéraux ». L'imposition d'une telle sanction par Emploi et Développement social Canada fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi conformément aux lois en vigueur Alberta, et les lois entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus loin sur la liste:

- (a) les articles du présent accord, y compris les clauses du guide des CCUA qui y sont intégrées par renvoi
- (b) conditions générales supplémentaires, dans l'ordre suivant :
 - (i) 4003 (2010-08-16); Logiciels sous licence s'appliquent-
 - (ii) 4004 (2013-04-25), Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence s'appliquent
- (c) les conditions générales 2030 (2015-09-03) Conditions générales - besoins plus complexes de biens;
- (d) l'annexe A Besoin;
- (e) l'annexe B Base de paiement;
- (f) la soumission de l'entrepreneur datée du _____ à l'exclusion des modalités du concepteur de logiciels pouvant faire partie de la soumission, des dispositions sur la limitation de la responsabilité et des modalités intégrées dans la soumission par renvoi (y compris par hyperlien).

6.12 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

- (a) Clause du guide des CCUA A2000C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

6.13 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

- (a) Clause du guide des CCUA A2001C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

6.14 Exigences en matière d'assurance

- (a) Clause du guide des CCUA G1005C (2016-01-28), Exigences en matière d'assurance

6.15 Limitation de la responsabilité – gestion de l'information/technologie de l'information

- (a) Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Dans cet article, chaque fois qu'il est fait mention de dommages causés par l'entrepreneur, cela renvoie également aux dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses mandataires, ses représentants, ou leurs employés. Cet article s'applique que la réclamation soit fondée contractuellement sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada en ce qui concerne le rendement ou l'inexécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans cet article et dans tout autre article du contrat préétablissant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans cet article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.
- (b) **Responsabilité de la première partie :**
- (i) L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers ou consécutifs, causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
 - (A) toute violation des droits de propriété intellectuelle dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »;
 - (B) toute blessure physique, y compris la mort.
 - (ii) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur qui touchent des biens personnels matériels ou des biens immobiliers qui sont la propriété du Canada, en sa possession, ou qui sont occupés par le Canada.
 - (iii) Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité en vertu du contrat. Chaque partie est aussi responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée des secrets industriels de l'autre partie (ou des secrets industriels d'un tiers fournis par une partie à une autre, en vertu du contrat) qui concernent la technologie de l'information.
 - (iv) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cela ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées au sous-alinéa (i)(A) ci-dessus.
 - (v) L'entrepreneur est aussi responsable envers le Canada de tous les autres dommages directs qui ont été causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
 - (A) tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement;
 - (B) tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux, lorsque le contrat est résilié en partie ou en totalité pour manquement, jusqu'à concurrence d'un maximum global pour ce sous-alinéa (B) du montant le plus élevé entre TBD fois le coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur

chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services), ou TBD\$.

En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa (v) ne dépassera le coût total estimatif (comme défini plus haut) du contrat ou TBD\$, le montant le plus élevé étant retenu.

- (vi) Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir à ses frais les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et données.

(c) **Réclamations de tiers :**

- (i) Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par la cour comme ayant été la portion des dommages que la partie a causés au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.
- (ii) Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire ou responsabilité conjointe et individuelle, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par une cour compétente comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa (i), en ce qui concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada sa portion des dommages que le Canada doit payer à un tiers sur ordre d'une cour, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire relativement à la violation des droits de propriété intellectuelle, de blessures physiques à un tiers, y compris la mort; des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou toute réclamation sur toute portion des travaux; ou un manquement à l'obligation de confidentialité.
- (iii) Les parties sont uniquement responsables l'une devant l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans ce paragraphe c).

6.16 Logiciel sous licence

- (a) En vertu des dispositions des conditions générales supplémentaires 4003 :

Logiciel sous licence	Le logiciel sous licence, défini dans les conditions 4003, comprend tous les produits offerts par l'entrepreneur dans sa soumission ainsi que tout autre code de logiciel requis pour que ces produits fonctionnent conformément à la documentation et aux spécifications du logiciel, y compris les produits suivants : _____ <i>[Ces renseignements devront être insérés à l'attribution du contrat, à partir des renseignements indiqués dans la soumission de l'entrepreneur.]</i>
Type de licence octroyée	licence d'entité
Entité sous licence	L'entité sous licence est le client.
Lieu de livraison	Client n'ait qu'à télécharger le logiciel sous licence; ou les lieux de livraison : 9911, boulevard Chiila, bureau 100, Tsuu T'ina (Alberta) PGIC.
Support sur lequel le logiciel sous licence doit être livré	aucun média
Durée de la licence	_____ à _____ (pour une période de deux ans)
Dépôt du code source requis	Non

- (b) **Maintenance continue du code de logiciel** : L'entrepreneur doit continuer d'assurer la maintenance de la version du logiciel sous licence (c.-à-d. de la version ou de l'« édition » faisant l'objet des licences accordées au départ conformément au marché) en tant que produit du commerce (c.-à-d. que l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciel doit continuer à développer les codes du logiciel sous licence afin de maintenir et d'améliorer la fonctionnalité de celui-ci et de corriger les erreurs de logiciel) pendant au moins 2 ans après l'attribution du contrat de logiciel. Si, après cette période, l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciels décide de cesser la maintenance de la version ou de l'« édition » en cours du logiciel sous licence et décide plutôt d'offrir des mises à jour du logiciel sous licence dans le cadre des services de soutien, il doit en aviser le Canada par écrit au moins 12 mois avant cette cessation. *[Indiquer ici les obligations continues après la remise de cet avis, le cas échéant].*

6.17 Maintenance et soutien de logiciel sous licence

- (a) En vertu des dispositions des conditions générales supplémentaires 4004 :

Période de soutien du logiciel	_____ à _____ (pour une période de deux ans)
--------------------------------	---

Option de prolongation de la période de soutien du logiciel	L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la période de soutien du logiciel de trois (3) périodes supplémentaires de 12 mois. Le Canada peut se prévaloir de cette option à n'importe quel moment pendant la durée du contrat. L'entrepreneur convient que pour toute la période de soutien du logiciel, les prix seront ceux indiqués à l'annexe _____. Seule l'autorité contractante peut exercer cette option en remettant un avis écrit. Le tout sera confirmé, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat.
Horaire de prestation des services de soutien	Le personnel de l'entrepreneur doit être disponible de ____ à _____, heure locale, à l'endroit où sont installés les programmes sous licence, du lundi au vendredi, sauf les jours fériés respectés par le Canada (lorsque le service est demandé)
L'entrepreneur doit fournir des services de soutien sur place	Non
L'entrepreneur doit fournir les services d'une équipe d'intervention d'urgence	Non
Coordonnées pour accéder aux services de soutien de l'entrepreneur	<p>Conformément à l'article 5 des conditions 4004, voici les coordonnées permettant d'accéder aux services de soutien de l'entrepreneur :</p> <p>Accès par téléphone sans frais : _____</p> <p>Accès par télécopieur sans frais : _____</p> <p>Accès par courriel : _____</p> <p>L'entrepreneur doit répondre (par l'entremise d'un agent de service en direct) aux appels téléphoniques et aux messages transmis par télécopieur ou par courriel dans les soixante (60) minutes suivant l'heure du premier appel du client ou de l'utilisateur ou l'heure à laquelle il a transmis son premier message.</p> <p><i>[Remarque à l'intention des soumissionnaires : On indiquera ces renseignements à l'attribution du contrat, selon les renseignements fournis par l'entrepreneur. On demande aux soumissionnaires d'indiquer ces renseignements dans leur soumission.]</i></p>

Site Web	<p>Conformément à l'article 5 des conditions 4004, l'entrepreneur doit rendre ses services de soutien accessibles par Internet. Pour ce faire, il doit à tout le moins fournir une foire aux questions, des routines de diagnostic de logiciel en ligne et des outils de soutien. Malgré l'horaire des services de soutien, le site Web de l'entrepreneur doit être accessible aux utilisateurs du Canada 24 heures par jour, 365 jours par année, et ce, 99 % du temps. Voici l'adresse du site Web de l'entrepreneur pour le soutien par Internet : _____.</p> <p><i>[Remarque à l'intention des soumissionnaires : On indiquera l'adresse du site Web à l'attribution du contrat, selon les renseignements fournis par l'entrepreneur. On demande aux soumissionnaires d'indiquer ces renseignements dans leur soumission.]</i></p>
Langue des services de soutien	Les services de soutien doivent être offerts en anglais.

6.18 Formation

(a) Offre de formation :

- (i) L'entrepreneur doit offrir au besoin une formation sur les produits logiciels qui font partie de la solution logicielle conformément à l'annexe A, L'Besoin.
- (ii) La formation doit être offerte dans différentes villes canadiennes à l'annexe A, Besoin.
- (iii) La formation doit être disponible au moment de l'exécution du contrat
- (iv) La formation, à savoir l'enseignement et le matériel didactique, doit être offerte en l'annexe A, Besoin

6.19 Préservation des supports électroniques

- (a) Avant de les utiliser sur l'équipement du Canada ou de les envoyer au Canada, l'entrepreneur doit utiliser un produit régulièrement mis à jour pour balayer les supports électroniques utilisés pour exécuter les travaux afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun virus informatique ou code malveillant. L'entrepreneur doit informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé pour les travaux renferme des virus informatiques ou autres codes malveillants.
- (b) Si des renseignements ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus (par exemple s'ils sont effacés par accident) pendant que l'entrepreneur en a la garde ou en tout temps avant qu'ils ne soient remis au Canada conformément au contrat, l'entrepreneur doit les remplacer immédiatement à ses frais.

6.20 Accès aux biens et aux installations du Canada

Les biens, les installations, le matériel, la documentation et le personnel du Canada ne sont pas forcément à la disposition de l'entrepreneur. S'il veut y avoir accès, il doit en faire la demande au responsable technique. Sauf indication contraire à cet effet dans le contrat, le Canada n'est pas tenu

de fournir à l'entrepreneur l'une ou l'autre des ressources précitées. Si le Canada choisit, à sa discrétion, de mettre ses installations, son matériel, sa documentation et son personnel à la disposition de l'entrepreneur pour effectuer les travaux, il peut exiger une modification de la Base de paiement, et des exigences supplémentaires en matière de sécurité peuvent s'appliquer.

6.21 Résiliation pour des motifs de commodité

À l'égard de l'article 30 des conditions générales 2035, le cas échéant, ou de l'article 32 des conditions 2030, le cas échéant, on supprime le paragraphe 4 pour le remplacer par les paragraphes 4, 5 et 6 suivants :

4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel.
5. Si l'autorité contractante résilie le contrat et si les articles du présent accord comprennent une garantie des travaux minimums, le montant total à verser à l'entrepreneur conformément au contrat ne doit pas dépasser le plus élevé des deux montants suivants :
 - (a) le montant total auquel a droit l'entrepreneur selon le présent article, en plus des montants qui lui ont été versés, des montants qui devront lui être payés en vertu de la garantie de revenu minimum, ainsi que les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation;
 - (b) le montant total payable selon la garantie des travaux minimums, moins les montants qui ont été versés à l'entrepreneur et les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation.
6. Sauf dans la mesure prévue dans le présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts, compensation, perte de profit, indemnité découlant de tout avis de résiliation en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

ANNEXE A

BESOIN

1. OBJECTIF

Pétrole et gaz des Indiens du Canada (PGIC) a une demande visant la fourniture et la livraison d'outils logiciels de type bases de données à PGIC sur le territoire de la réserve de Tsuu T'ina, en Alberta, au Canada.

2. CONTEXTE

Pétrole et gaz des Indiens du Canada (PGIC) est un organisme de service spécial du gouvernement du Canada qui relève du secteur des Terres et du Développement économique d'Affaires autochtones et du Nord Canada (AANC). PGIC est chargé de la gestion, de l'administration et de l'aliénation en temps opportun des ressources pétrolières et gazières des Indiens sur les terres de réserves indiennes désignées partout au Canada. PGIC a pour fondement juridique la *Loi sur les Indiens*, la *Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes* et le *Règlement sur le pétrole et le gaz des terres indiennes*.

PGIC réglemente la production de pétrole et de gaz sur les terres de réserve des Premières nations et participe à la location des terres, à la négociation des locations de surface, à la collecte des redevances et à la réalisation de vérifications. Les bureaux de PGIC sont situés dans la réserve de Tsuu T'ina, au sud-ouest immédiat de Calgary (Alberta).

PGIC a besoin d'un outil logiciel de type base de données intégré générant des données sur les puits de pétrole et le gaz et leur production, tous les mois, à l'intention des comptables de PGIC responsables de la production et des redevances ainsi que des ingénieurs et géologues de PGIC. PGIC a aussi besoin que l'outil fournisse des renseignements sur les activités pétrolières et gazières provinciales, notamment :

- a) ventes de terres, locations de terres et autres renseignements de nature foncière, par exemple sur les rivières, les lacs, les routes, les chemins de fer, les villes, etc., à l'intention des agents fonciers pétroliers et gaziers, des administrateurs des terres et des analyses environnementales de PGIC;
- b) données sur les installations pétrolières et gazières et sur les pipelines.
- c) PGIC a aussi besoin d'un outil logiciel de type base de données intégré offrant les données et fonctions supplémentaires nécessaires pour la surveillance de puits situés aux limites et la détermination des puits dits déclencheurs pour les avis d'écart (c.-à-d., surveillance et détection des situations de drainage potentiel). Cet outil peut être le même que celui dont il est question ci-dessus ou il peut s'agir d'un outil distinct.

3. PORTÉE

3.1 La présente demande de propositions est composée de deux (2) possibilités **distinctes** de fourniture d'outils logiciels de type base de données à PGIC. Les outils logiciels de type base de données doivent être en anglais. La licence associée à chaque outil doit englober la fourniture de données mises à jour. Les soumissionnaires sont invités à présenter une soumission visant l'un ou l'autre des outils logiciels, ou les deux. Les logiciels sont décrits comme indiqué ci-dessous.

- a) **Outil logiciel pour bases de données 1** : Outil logiciel de type base de données intégré destiné à un usage courant chez PGIC. La base de données de l'outil doit contenir des données générales sur les puits pétroliers et gaziers ainsi que sur leur production, des données sur les installations, des données sur le pipeline, des données sur les concessions pétrolières et

gazières ainsi que d'autres données pertinentes relatives au territoire ou aux cultures. Les données doivent être mises à jour au moins une fois par mois. L'utilisateur doit être en mesure d'accéder aux divers types de données et de s'en servir à l'aide d'un outil de gestion sur ordinateur (jusqu'à un maximum de dix utilisateurs simultanément).

- b) **Outil logiciel pour bases de données 2** : Outil logiciel de type base de données intégré destiné à être utilisé dans le cadre des activités de surveillance et de détermination des situations de drainage potentiel de PGIC. L'outil doit inclure les données indiquées pour l'outil logiciel 1 ainsi que les données relatives aux fonds des puits. L'outil doit permettre de surveiller les divers types de puits qui ont été forés ou autorisés à l'intérieur ou tout près des frontières des réserves indiennes des provinces de l'ouest du Canada (Colombie-Britannique, Alberta, Saskatchewan et Manitoba). L'utilisateur doit être en mesure d'accéder aux divers types de données et de s'en servir à l'aide d'un outil de gestion sur ordinateur (jusqu'à un maximum de deux utilisateurs simultanément). PGIC possède un besoin particulier en ce qui concerne la surveillance des puits situés le long de la frontière des réserves indiennes, y compris les données sur les fonds des puits.

4. EXIGENCES

PGIC considérera que les exigences sont remplies avec soit deux (2) outils logiciels de type base de données ou un (1) outil logiciel de type base de données pour douze utilisateurs simultanés, selon ce qui représente la meilleure valeur pour le Canada en fonction de l'évaluation et des critères de sélection établis pour la présente demande de soumissions.

5. FORMATION

L'entrepreneur doit offrir une formation initiale sur le logiciel de type base de données à l'intention des utilisateurs de PGIC dès l'octroi du marché et après l'octroi du marché, sur demande, au personnel de PGIC pendant la période visée par le marché. La formation sera offerte sur place, dans les locaux de PGIC, ou dans une salle de classe, dans des installations situées à Calgary. L'ensemble de la formation et des documents connexes doivent être fournis en anglais. Les documents fournis doivent être en format Word ou PDF et ils peuvent, à la discrétion du chargé de projet, être fournis en ligne. Le Canada ne remboursera pas les frais de déplacement ou de subsistance liés à l'exécution des travaux.

6. SOUTIEN ET MAINTENANCE

Pendant la période visée par le marché, PGIC a besoin qu'un service de soutien technique pour le logiciel de base de données (p. ex., service dépannage) soit offert pendant au moins neuf heures par jour ouvrable, entre 8 h et 17 h. Une fonction d'aide et de documentation en ligne doit aussi être offerte.

Maintenance du logiciel pendant deux (2) ans à partir de la date d'acceptation, plus toute période pour laquelle la maintenance du logiciel est prolongée conformément aux options accordées à l'État. La maintenance comprend la livraison et le soutien à l'installation des plus récentes versions du logiciel dès leur mise en marché, ainsi que l'ensemble des corrections de bogues, correctifs logiciels et autres améliorations.

Le délai d'intervention pour toute panne des logiciels visés par la licence afin de faire en sorte que les logiciels fonctionnent conformément à la documentation connexe ou, le cas échéant, aux spécifications, pendant la période de soutien du logiciel doit répondre aux exigences des conditions générales supplémentaires 4004 (25/04/2013) pour services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence, article 2 (12/05/2008), Services de correction d'erreurs.

7. PARTICIPATION À LA SÉANCE DE DÉMARRAGE

L'entrepreneur est tenu de participer à une vidéoconférence, une téléconférence ou une réunion de démarrage de trois (3) heures, qui se tiendra dans les bureaux de PGIC dans la semaine suivant l'attribution du Contrat. Jusqu'à trois (3) représentants de l'entrepreneur peuvent participer à au moins une (1) séance sur l'expertise technique et une (1) autre sur le soutien à la clientèle. Cette séance d'introduction vise à : a) confirmer les détails des travaux à effectuer, b) obtenir l'information requise et les noms et numéros des personnes-ressources de PGIC et c) fixer le calendrier de mise en œuvre. Aucuns frais de déplacement ne seront remboursés pour cette séance.

PGIC est responsable des aspects suivants :

- a) Organiser la séance de démarrage d'une durée de trois (3) heures dont il est question ci-dessus à l'intérieur d'un délai d'une (1) semaine après l'octroi du marché.
- b) Veiller à ce que le chargé de projet ou le personnel des TI signale immédiatement à l'entrepreneur les problèmes décelés dans les outils de téléchargement durant ou après leur installation.

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT

1. Les taxes applicables doivent être en sus des prix indiqués ci-après. Ces dernières seront ajoutées sur une ligne distincte à toute facture faite suite à un contrat, s'il y a lieu.
2. Tous les prix unitaires fermes sont en dollars canadiens.
3. Les soumissionnaires peuvent présenter une soumission pour les trois (3) articles ou un seul.
4. Maintenance et soutien du logiciel sous licence :

Pour les licences d'utilisation du logiciel sous licence (y compris la livraison, l'installation, l'intégration et la configuration du logiciel sous licence et la documentation du logiciel, au besoin) conformément au contrat, l'État payera à l'entrepreneur les prix fermes établis ci-dessous, destination FAB, incluant les droits de douane, taxes applicables en sus. Le prix ferme comprend la garantie au cours de la période de garantie du logiciel ainsi que les services de maintenance et de soutien au cours de la période de soutien du logiciel (y compris toute licence d'utilisation supplémentaire achetée au cours de la période du contrat).

PARTIE 1 :

Article 1 – Logiciel de bases de données 1 (10 utilisateurs simultanés)

Pour la période du contrat – pour une période de deux (2) ans, à partir de la date d'attribution (TBD)

Description	Utilisation annuelle estimée	Période du contrat – Année 1 <i>Période estimée de 2016 au 2017</i>	Période du contrat – Année 2 <i>Période estimée du 2017 au 2018</i>
Fourniture et livraison de l'article 1 – Logiciel de bases de données 1 conformément à l'annexe A - Exigence.			
Prix ferme tout inclus pour la maintenance et le soutien du logiciel sous licence	12 mois	_____\$/année	_____\$/année
Frais de formation initiale pour 10 utilisateurs simultanés	1 ensemble	_____ \$	- 0 -
Frais de formation supplémentaire par utilisateur, si demandé	1 utilisateur	_____ \$	_____ \$
Coût global total pour la période du contrat		_____ \$ (a)	_____ \$ (b)

Pour les périodes d'option : Trois (3) périodes d'option d'un an (TBD)

Description	Utilisation annuelle estimée	Année d'option 1 Période estimée du 2018 au 2019	Année d'option 2 Période estimée du 2019 au 2020	Année d'option 3 Période estimée du 2020 au 2021
Fourniture et livraison de l'article 1 – Logiciel de bases de données 1 conformément à l'annexe A - Exigence.				
Prix ferme tout inclus pour la maintenance et le soutien du logiciel sous licence	12 mois	_____\$/année	_____/année	_____\$/année
Frais de formation supplémentaire par utilisateur, si demandé	1 utilisateur	_____ \$	_____ \$	_____ \$
Coût global total pour les périodes d'option		_____ \$ (c)	_____ \$ (d)	_____ \$ (e)

COÛT TOTAL POUR LA PARTIE 1 de l'article 1 - 10 utilisateurs simultanés (=a+b+c+d+e)

_____ \$

PARTIE 2 :

Article 2 – Logiciel de bases de données 2 (2 utilisateurs simultanés)

Pour la période du contrat – pour une période de deux (2) ans, à partir de la date d'attribution (TBD)

Description	Utilisation annuelle estimée	Période du contrat – Année 1 Période estimée de 2016 au 2017	Période du contrat – Année 2 Période estimée du 2017 au 2018
Fourniture et livraison de l'article 2 – Logiciel de bases de données 2 conformément à l'annexe A - Exigence.			
Prix ferme tout inclus pour la maintenance et le soutien du logiciel sous licence	12 mois	_____\$/année	_____\$/année
Frais de formation initiale pour 2 utilisateurs simultanés	1 ensemble	_____ \$	- 0 -
Frais de formation supplémentaire par utilisateur, si demandé	1 utilisateur	_____ \$	_____ \$
Coût global total pour la période du contrat		_____ \$ (f)	_____ \$ (g)

Pour les périodes d'option : Trois (3) périodes d'option d'un an (TBD)

Description	Utilisation annuelle estimée	Année d'option 1 Période estimée du 2018 au 2019	Année d'option 2 Période estimée du 2019 au 2020	Année d'option 3 Période estimée du 2020 au 2021
Fourniture et livraison de l'article 2 - Logiciel de bases de données 2 conformément à l'annexe A - Exigence.				
Prix ferme tout inclus pour la maintenance et le soutien du logiciel sous licence	12 mois	_____\$/année	_____\$/année	_____\$/année
Frais de formation supplémentaire par utilisateur, si demandé	1 utilisateur	_____ \$	_____ \$	_____ \$
Coût global total pour les périodes d'option		_____ \$ (h)	_____ \$ (i)	_____ \$ (j)

COÛT TOTAL POUR LA PARTIE 2 de l'article 2 – 2 utilisateurs simultanés (=f+g+h+i+j)

_____ \$

PARTIE 3 :

Article 3 – Logiciel de bases de données 2 (12 utilisateurs simultanés)

Pour la période du contrat – pour une période de deux (2) ans, à partir de la date d'attribution (TBD)

Description	Utilisation annuelle estimée	Période du contrat – Année 1 Période estimée de 2016 au 2017	Période du contrat – Année 2 Période estimée du 2017 au 2018
Fourniture et livraison de l'article 3 – Logiciel de bases de données 2 conformément à l'annexe A - Exigence.			
Prix ferme tout inclus pour la maintenance et le soutien du logiciel sous licence	12 mois	_____\$/année	_____\$/année
Frais de formation initiale pour 12 utilisateurs simultanés	1 ensemble	_____ \$	- 0 -
Frais de formation supplémentaire par utilisateur, si demandé	1 utilisateur	_____ \$	_____ \$
Coût global total pour la période du contrat		_____ \$ (k)	_____ \$ (l)

PARTIE 3 (suite) :

Pour les périodes d'option : Trois (3) périodes d'option d'un an (TBD)

Description	Utilisation annuelle estimée	Année d'option 1 Période estimée du 2018 au 2019	Année d'option 2 Période estimée du 2019 au 2020	Année d'option 3 Période estimée du 2020 au 2021
Fourniture et livraison de l'article 3 – Logiciel de bases de données 2 conformément à l'annexe A – Exigence.				
Prix ferme tout inclus pour la maintenance et le soutien du logiciel sous licence	12 mois	_____\$/année	_____\$/année	_____\$/année
Frais de formation supplémentaire par utilisateur, si demandé	1 utilisateur	_____ \$	_____ \$	_____ \$
Coût global total pour les périodes d'option		_____ \$ (m)	_____ \$ (n)	_____ \$ (o)

COÛT TOTAL POUR LA PARTIE 3 de l'article 3 – 12 utilisateurs simultanés (=k+l+m+n+o)

_____ \$

ANNEXE C

CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE

1.1 Évaluation technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Ils doivent démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils adopteront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

La proposition d'un soumissionnaire doit inclure tous les renseignements à l'appui, plutôt que les adresses de sites Web où se trouvent les documents pertinents. Il ne sera aucunement tenu compte des connaissances acquises antérieurement au sujet du soumissionnaire ou des liens antérieurs avec ce dernier. Évaluation financière

Les soumissionnaires devraient fournir les références requises dans la proposition technique de leur soumission.

Les références fournies par les soumissionnaires peuvent faire l'objet d'une vérification par l'État pendant la période d'évaluation des soumissions (avant et après l'adjudication de contrat). L'autorité contractante a le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les références des soumissionnaires sont authentiques avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée irrecevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1.1.1 Critères techniques obligatoires – Logiciel de bases de données 1 (annexe A-1)

Voir l'annexe A-1 SPÉCIFICATIONS OBLIGATOIRES DU LOGICIEL DE BASES DE DONNÉES 1

1.1.2 Critères techniques cotés – Logiciel de bases de données 1 (annexe A-2)

Voir l'annexe A-2 CRITÈRES TECHNIQUES COTÉS DU LOGICIEL DE BASES DE DONNÉES 1

1.1.3 Critères techniques obligatoires – Logiciel de bases de données 2 (annexe B-1)

Voir l'annexe B-1 SPÉCIFICATIONS OBLIGATOIRES DU LOGICIEL DE BASES DE DONNÉES 2

1.1.4 Critères techniques cotés – Logiciel de bases de données 2 (annexe B-2)

Voir l'annexe B-2 CRITÈRES TECHNIQUES COTÉS DU LOGICIEL DE BASES DE DONNÉES 2

APPENDICE A – 1

SPÉCIFICATIONS OBLIGATOIRES OUTIL LOGICIEL N° 1 DE BASE DE DONNÉES

La proposition du soumissionnaire doit satisfaire à toutes les exigences obligatoires pour faire l'objet d'un examen plus approfondi. Si un soumissionnaire ne satisfait pas à une (1) ou plusieurs des exigences obligatoires, sa proposition sera jugée non conforme et rejetée d'emblée.

	CRITÈRES OBLIGATOIRES DE L'OUTIL LOGICIEL N° 1	Réponse du soumissionnaire incluant une preuve de conformité et des renvois aux documents à l'appui	RESPECTÉ	NON RESPECTÉ
A.	ENTREPRISE			
OA1	L'entreprise doit produire la preuve qu'elle a accumulé au cours des sept (7) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience du développement, de la fourniture et du soutien d'outils logiciels intégrés de base de données pour l'industrie pétrolière et gazière au Canada.			
OA2	L'entreprise doit fournir les noms et les coordonnées d'au moins dix (10) clients actuels au Canada.			
B.	OUTIL LOGICIEL N° 1 – EXIGENCES GÉNÉRALES			
OB1	L'outil logiciel doit réunir les fonctionnalités suivantes en un produit unifié, harmonisé et intégré fonctionnant avec un seul ensemble coordonné d'interfaces. En voici la liste, qui n'est pas exhaustive : <ul style="list-style-type: none"> 1. Base de données sur les puits de pétrole et de gaz, sur les taux de production des puits, sur les installations, sur les canalisations, sur les baux et les facteurs culturels; 2. Fonctions de recherche; 3. Fonctionnalité d'affichage de résultats tels que des rapports, des graphiques ou des cartes (contextuels); 			

	<ul style="list-style-type: none"> 4. Enregistrement, extraction et impression; 5. Accès à une interface utilisateur graphique; 6. Exportation de données et de rapports dans divers formats de fichier standards; 7. Administration, sauvegarde et récupération; 8. Recherche; 9. Aide à l'utilisateur; 10. Préférences de l'utilisateur; 11. Basculement ou option d'unités impériales et métriques; 12. Prise en charge simultanée de dix (10) utilisateurs au moins. 			
OB2	La base de données de l'outil logiciel n° 1 doit être compatible pour installation sur le serveur de PGIC (présentement un serveur Windows 2003, 32 bits, VMware, qui sera changé pour un serveur Windows 2008 sp2, 64 bits, VMware en 2016).			
OB3	La fourniture de services de maintenance et d'entretien pour la période du marché plus les années d'option.			
MB4	Dix (10) utilisateurs au moins doivent pouvoir utiliser simultanément l'outil logiciel n° 1.			
C.	OUTIL LOGICIEL N° 1 – EXIGENCES RELATIVES À LA BASE DE DONNÉES			
OC1	<p>L'outil doit fournir les données provinciales suivantes pour chaque puits de pétrole et de gaz, selon le cas, situé en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, si ces données sont accessibles au public :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. Identificateur unique de puits (IUP); 2. Données préalables au forage, y compris : <ul style="list-style-type: none"> a. Détenteur du permis d'exploitation du puits; b. Numéro du permis d'exploitation; c. Date de délivrance du permis; 			

	<p>d. Classification du puits selon Lahee;</p> <p>3. Données sur le forage et la complétion du puits :</p> <p>a. Date du forage par battage;</p> <p>b. Date d'achèvement du forage;</p> <p>c. Date de libération de l'appareil de forage;</p> <p>d. Profondeurs (totales) mesurées et profondeur verticale réelle;</p> <p>e. Élévations du sol et de la fourrure d'entraînement;</p> <p>f. Données sur le tubage de puits;</p> <p>g. Données de perforation;</p> <p>h. type de carottes et données d'intervalle;</p> <p>i. type de diagraphies et données d'intervalle;</p> <p>j. Données d'obturation et d'abandon;</p> <p>k. Données de cimentation.</p> <p>4. Données sur l'emplacement du puits, tant en surface qu'au fond du puits, dont les coordonnées suivantes :</p> <p>a. coordonnées des levés topographiques (système d'arpentage des terres fédérales ou Système national de référence cartographique, selon le cas);</p> <p>b. Latitude et longitude;</p> <p>c. coordonnées horizontales ouest-est/est-ouest/coordonnées verticales sud-nord/nord-sud;</p> <p>5. Données de forage dévié, p. ex. azimuth et inclinaison;</p> <p>6. Données de mesure de la déviation dans le cas des puits horizontaux et déviés;</p>			
--	--	--	--	--

	<p>7. Données sur le champ, le gisement et la formation du puits :</p> <ol style="list-style-type: none"> Nom du champ; Nom du gisement; Nom de la formation productrice; Toits de formation; <p>8. État actuel du puits, dont le type, le fluide qu'il contient, le mode de fonctionnement, la structure, et la date d'entrée en vigueur;</p> <p>9. Date d'entrée en production;</p> <p>10. Données de production mensuelle – volumes de pétrole, de gaz et d'eau et nombre d'heures de production;</p> <p>11. Données d'injection mensuelle – volumes du fluide et nombre d'heures.</p>			
OC2	<p>L'outil doit fournir les données suivantes pour les pipelines de l'industrie pétrolière et gazière en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba si ces données sont accessibles au public :</p> <ol style="list-style-type: none"> Exploitant; Date(s) d'approbation; Substance; Longueur et emplacement ou points de départ et de fin; Types de raccords (entre le puits et la canalisation). 			
OC3	<p>L'outil doit fournir les données provinciales suivantes pour chaque installation pétrolière et gazière en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, si ces données sont accessibles au public :</p> <ol style="list-style-type: none"> Exploitant; Type d'installation (doit comprendre au minimum une batterie, un compresseur, un déshydrateur, un réseau collecteur de gaz, une usine à gaz, une station de comptage, une usine de traitement de sable bitumineux et une usine de traitement des déchets); Code de l'installation; 			

	Emplacement, c.-à-d. coordonnées des levés topographiques (système d'arpentage des terres fédérales ou Système national de référence cartographique, selon le cas) ou latitude et longitude.			
OC4	<p>L'outil doit fournir les données suivantes pour chaque bail et accord pétrolier et gazier provincial en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, si ces données sont accessibles au public :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Numéro de l'accord; 2. Locataire et cessionnaire; 3. Durée; 4. Dates de délivrance et d'expiration; 5. Taille du secteur; 6. Renseignements sur la parcelle de terrain; 7. Zones; 8. Date de vente; 9. Prime en \$/hectare; 10. Montant de la location. 			
OC5	<p>L'outil doit fournir les données suivantes pour chaque bail/accord avec une Première Nation/PGIC pétrolier et gazier en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, si ces données sont accessibles au public :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Numéro de l'accord; 2. Locataire et cessionnaire; 3. Dates de délivrance et d'expiration; 1. Renseignements sur la parcelle de terrain. 			
OC6	<p>L'outil doit fournir sur ses cartes les données topographiques et culturelles suivantes concernant la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, si ces données sont accessibles au public :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Frontières des réserves indiennes; 2. Frontières des provinces et des parcs; 3. Quadrillage selon le système d'arpentage applicable (ATF, SNRC); 			

	<ul style="list-style-type: none"> 4. Plans et cours d'eau, y compris les lacs, rivières, fleuves et ruisseaux; 5. Villes et villages; 6. Infrastructure routière et ferroviaire. 			
OC7	Des mises à jour générales des données doivent être effectuées au moins une fois par mois.			
D.	OUTIL LOGICIEL N° 1 – EXIGENCES RELATIVES À LA RECHERCHE, AUX RÉSULTATS ET À LA CARTOGRAPHIE			
OD1	<p>L'outil logiciel n° 1 doit offrir les fonctions d'interrogation suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. Combinaison de critères de recherche et de variables; 2. Capacité de traiter plusieurs requêtes simultanées et d'en conserver les entrées; 3. Capacité de traiter les requêtes simultanées de plusieurs utilisateurs; 4. Enregistrement des requêtes des utilisateurs à des fins de référence; 5. Enregistrement des résultats des requêtes des utilisateurs. 			
OD2	<p>L'outil doit offrir les fonctions de résultats, de rapport et de présentation graphique suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. Conservation simultanée des résultats de requêtes et de recherches multiples; 2. Affichage et mise en évidence des résultats des requêtes et des recherches sur une carte; 3. Enregistrement et impression des résultats des requêtes; 4. Exportation des résultats des requêtes dans une variété de formats standards, y compris en formats téléchargeables dans d'autres applications, dont Microsoft Excel; 5. Exportation des données de production et d'injection dans des formats standards téléchargeables dans des logiciels d'économie et de gestion des réserves (tels que 			

	<p>Value Navigator, version 6.3 ou ultérieure);</p> <p>6. Option d'affichage des données de production et d'injection sous forme de tableaux et de graphiques personnalisables par l'utilisateur;</p> <p>7. Option d'affichage des données de production et d'injection sous forme de rapports;</p> <p>8. Enregistrement et impression des profils des puits;</p> <p>9. Impression des tableaux, des graphiques et des rapports.</p>			
OD3	<p>L'outil doit offrir les fonctions de cartographie suivantes :</p> <p>1. Affichage/surlignage sur les cartes des résultats des interrogations et des recherches;</p> <p>2. Organisation de différents ensembles de données sur différentes couches des cartes;</p> <p>3. Personnalisation des cartes afin de n'afficher que les couches choisies par l'utilisateur;</p> <p>4. Personnalisation par l'utilisateur de la couleur et de la taille/l'épaisseur des éléments de la carte;</p> <p>5. Impression de la carte personnalisée par l'utilisateur;</p> <p>6. Exportation des cartes vers les formats standard des fichiers graphiques.</p>			

APPENDICE A – 2

CRITÈRES COTÉS

DE L'OUTIL LOGICIEL N° 1 DE BASE DE DONNÉES

Les propositions d'outil logiciel n° 1 satisfaisant à tous les critères obligatoires seront évaluées en regard des critères cotés ci-après. Les facteurs et les indicateurs de pondération attribués à chaque critère seront utilisés pour l'évaluation. Les propositions doivent obtenir un minimum de points dans chaque catégorie et au moins la note globale de passage pour faire l'objet d'un examen plus approfondi. Sauf indication contraire, il n'y a aucune exigence minimale de points établie pour l'un ou l'autre des critères cotés.

	CRITÈRES COTÉS DE L'OUTIL LOGICIEL N° 1	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
A	ENTREPRISE			
CA1	Utilisation actuelle du logiciel par des clients du secteur privé au Canada ou ailleurs (n'incluant pas les clients indiqués au critère CA2). 0 client – 0 point 1 à 10 clients – 2 points 11 à 20 clients – 5 points 21 à 30 clients – 8 points Plus de 30 clients - 10 points	10		
CA2	Utilisation actuelle du logiciel par des clients des universités, des gouvernements ou des Premières Nations au Canada. 0 client – 0 point 1 client – 1 point 2 clients – 2 points 3 clients – 3 points 4 clients – 4 points 5 clients – 5 points	5		
	Maximum de points (CA1 et CA2) Minimum de points (note de passage : 53 %)	15 8		
B	OUTIL LOGICIEL N° 1 – CRITÈRES GÉNÉRAUX			
CB1	L'application affiche les dernières mises à jour des données, c.-à-d. les données les plus récentes pour les éléments suivants : 1. Données sur les puits de pétrole et de gaz; 2. Données sur la production des puits; 3. Données sur les canalisations; 4. Données sur les installations;	6		

	CRITÈRES COTÉS DE L'OUTIL LOGICIEL N° 1	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
	5. Données sur les baux; 6. Données sur les réserves pétrolifères et gazières. 1 point par élément			
CB2	L'outil logiciel est compatible avec Citrix. Oui – 5 points Non – 0 point	5		
	Maximum de points (CB1 et CB2) Minimum de points – aucune note de passage (0 %)	11 0		
C.	OUTIL LOGICIEL N° 1 – CRITÈRES RELATIFS À LA BASE DE DONNÉES			
CC1	L'outil logiciel n° 1 fournit les volumes mensuels de condensat dans le cadre des données mensuelles sur la production. Oui – 2 points Non – 0 point	2		
CC2	L'outil indique les taux quotidiens moyens théoriques de production des puits (volume mensuel divisé par le nombre d'heures de production mensuelle) Pétrole, gaz, eau et condensat – 3 points Pétrole, gaz et eau – 2 points Pétrole et gaz – 1 point Autre – 0 point	3		
CC3	L'outil logiciel n° 1 indique les taux moyens de productivité des puits par jour ouvrable pour chaque mois. Pétrole, gaz, eau et condensat – 3 points Pétrole, gaz et eau – 2 points Pétrole et gaz – 1 point Autre – 0 point	3		

	CRITÈRES COTÉS DE L'OUTIL LOGICIEL N° 1	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
CC4	L'outil logiciel n° 1 fournit les volumes cumulatifs des puits pour chaque mois. Pétrole, gaz, eau et condensat – 3 points Pétrole, gaz et eau – 2 points Pétrole et gaz – 1 point Autre – 0 point	3		
CC5	L'outil fournit les paramètres suivants dérivés des données sur la production du puits : 1. teneur en pétrole, en pourcentage; 2. ratio eau-pétrole; 3. ratio gaz-pétrole; 1 point par élément	3		
CC6	L'outil logiciel n° 1 fournit les données suivantes sur les puits : 1. Pression 2. Débit maximal absolu; 3. Analyse des gaz; 4. Analyse du pétrole; 5. Analyse des carottes; 6. Train de tiges. 1 point par élément	6		
CC7	L'outil logiciel n° 1 fournit des données directionnelles d'arpentage sur toute la trajectoire des puits horizontaux et déviés. Oui = 5 points Non = 0 point	5		
CC8	L'outil indique le profil du puits : vertical, dévié et (ou) horizontal. Oui = 5 points Non = 0 point	5		

	CRITÈRES COTÉS DE L'OUTIL LOGICIEL N° 1	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
CC9	<p>L'outil logiciel n° 1 fournit l'historique du statut (les statuts antérieurs au statut actuel du puits et leurs dates d'effet) dans les provinces suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Alberta; 2. Colombie-Britannique; 3. Manitoba; 4. Saskatchewan. <p>1 point par province</p>	4		
CC10	<p>L'outil comprend un champ d'unité rempli automatiquement pour indiquer si le puits fait partie d'une unité dans les provinces suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Alberta; 2. Colombie-Britannique; 3. Saskatchewan. <p>1 point par province</p>	3		
CC11	<p>L'outil logiciel n° 1 comprend un champ de base de donnée dans lequel l'utilisateur peut entrer un nom personnalisé de formation.</p> <p>Oui = 5 points Non = 0 point</p>	5		
CC12	<p>L'outil logiciel n° 1 fournit des données sur l'espacement des puits dans les cas des unités provinciales de superficie particulière (c.-à-d., non standard).</p> <p>Oui = 5 points Non = 0 point</p>	5		
CC13	<p>L'outil inclut des informations sur le terrain minier dans le cas des unités d'espacement provinciales se trouvant sur des terrains miniers.</p> <p>Oui = 5 points Non = 0 point</p>	5		

	CRITÈRES COTÉS DE L'OUTIL LOGICIEL N° 1	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
CC14	L'outil fournit de l'information sur les réserves des gisements pétroliers et gaziers provenant d'une des provinces suivantes ou plus : 1. Alberta – 3 points 2. Saskatchewan – 2 points 3. Colombie-Britannique – 1 point 4. Manitoba – 1 point	7		
CC15	L'outil logiciel n° 1 fournit les données suivantes pour les pipelines en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, si ces données sont accessibles au public : 1. Concentration maximale en sulfure d'hydrogène; 2. Spécifications, c.-à-d. pression maximale de service, matériaux de construction, diamètre; 3. État de la canalisation. 1 point par élément	3		
CC16	L'outil logiciel n° 1 fournit les statistiques mensuelles d'usine à gaz pour les installations qui sont des usines à gaz, si ces données sont accessibles au public. Oui – 2 points Non – 0 point	2		
CC17	L'outil fournit les données suivantes pour les annonces de vente de terres provinciales actuelles et à venir en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, si ces données sont accessibles au public : Oui – 2 points Non – 0 point	2		
CC18	L'outil logiciel n° 1 doit fournir les données suivantes pour chaque bail/accord pétrolier et gazier en domaine franc (c.-à-d. non conclu avec la province ou une Première Nation) en Colombie-Britannique, en Alberta,	4		

	CRITÈRES COTÉS DE L'OUTIL LOGICIEL N° 1	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
	<p>en Saskatchewan et au Manitoba, si ces données sont accessibles au public :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Numéro de l'accord; 2. Locataire/cessionnaire; 3. Dates de délivrance et d'expiration; 4. Renseignements sur la parcelle de terrain. <p>1 point par élément</p>			
CC19	<p>L'outil logiciel affiche dans les couches des cartes les extrémités des principales périodes de formation.</p> <p>Oui – 2 points</p> <p>Non – 0 point</p>	2		
CC20	<p>Le soumissionnaire doit indiquer la fréquence à laquelle l'outil logiciel met à jour les données suivantes comparativement à la fréquence de publication par les gouvernements provinciaux applicables. Prendre en considération la différence entre les dates de publication provinciale. Par exemple, si la province 1 publie les données sur la production des puits le 15^e jour du mois et que la province 2 les publie le 20^e jour du mois, et que l'outil logiciel met à jour ces données subséquemment à chaque fois, des points seront alors accordés au soumissionnaire pour mettre à jour les données aussi souvent que les publications provinciales. Toutefois, si l'outil met à jour ces données seulement une fois par mois, aucun point ne sera attribué au soumissionnaire. Les données visées par cette exigence sont les suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Puits forés par battage; 2. Confidentialité des données sur les puits; 3. Permis d'exploitation de puits délivrés; 4. Permis d'exploitation d'installation délivrés; 5. Données de production des puits; 6. Données sur l'état des puits; 7. Inscriptions de terrain à vendre; 8. Ventes de terrain. <p>0 point par élément mis à jour mensuellement.</p>	8		

	CRITÈRES COTÉS DE L'OUTIL LOGICIEL N° 1	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
	<p>0,5 point par élément mis à jour moins souvent que les publications provinciales, mais plus souvent qu'une fois par mois (indiquer la fréquence de la publication provinciale et de la mise à jour par l'outil logiciel).</p> <p>1 point par élément mis à jour aussi souvent que les publications provinciales (préciser si la mise à jour est quotidienne, hebdomadaire, à la quinzaine ou mensuelle).</p>			
CC21	<p>L'outil logiciel fournit des photos aériennes ou satellitaires.</p> <p>Oui – 10 points</p> <p>Non – 0 point</p>	10		
CC22	<p>L'outil logiciel fournit des données de localisation sismique.</p> <p>Oui – 5 points</p> <p>Non – 0 point</p>	5		
	<p>Maximum de points (de CC1 à CC22)</p> <p>Minimum de points (note de passage : 60 %)</p>	<p>95</p> <p>57</p>		
D	OUTIL LOGICIEL N° 1 – CRITÈRES RELATIFS À LA RECHERCHE, AUX RÉSULTATS ET À LA CARTOGRAPHIE			
CD1	<p>L'outil logiciel n° 1 permet aux utilisateurs d'effectuer des requêtes en précisant les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Identificateurs uniques de puits; 2. Coins diagonalement opposés d'un secteur rectangulaire; 3. Nom de champ ou nom de gisement; 4. Formation productrice; 5. Dates (p. ex. : date de battage, date d'achèvement du forage, date de libération de l'appareil de forage); 6. Profil de puits (p. ex. : horizontal, vertical, dévié); 7. Fluide présent dans le puits (p. ex. : pétrole, gaz, eau); 8. Type de puits (injection, source, cyclique); 9. Mode du puits (p. ex. : éruptif, en pompage, 	5		

	CRITÈRES COTÉS DE L'OUTIL LOGICIEL N° 1	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
	abandonné); 10. Renseignements sur le permis d'exploitation du puits (p. ex. titulaire du permis, date de délivrance).			
CD2	L'outil offre aux utilisateurs des fonctions d'interrogation des puits en traçant des polygones réguliers ou irréguliers sur la carte. Oui – 2 points Non – 0 point	2		
CD3	L'outil logiciel fournit des indicateurs d'unité pour les puits, permettant à l'utilisateur de chercher un puits au moyen de son indicateur d'unité. Oui – 2 points Non – 0 point	2		
CD4	L'outil logiciel comprend un champ où l'utilisateur peut entrer un nom de formation personnalisé pour le puits, ce qui permet de le chercher par nom de formation personnalisé. Oui – 2 points Non – 0 point	2		
CD5	L'outil logiciel n° 1 comprend de l'information sur les unités d'espacement provinciales de taille spéciale et on peut afficher la taille des unités d'espacement sur la carte. Oui – 2 points Non – 0 point	2		
CD6	L'outil logiciel n° 1 comprend de l'information sur les tenures provinciales et on peut les afficher sur la carte. Oui – 2 points Non – 0 point	2		
CD7	L'outil logiciel n° 1 offre aux utilisateurs des fonctions d'interrogation des pipelines en utilisant les éléments suivants : 1. Coins diagonalement opposés d'un secteur; 2. Polygones tracés sur un secteur cartographique; 3. Information relative à l'approbation de la canalisation; 4. Exploitant de la canalisation; 5. Substance transportée par la canalisation;	5		

	CRITÈRES COTÉS DE L'OUTIL LOGICIEL N° 1	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
	6. Endroit; 7. Numéro de ligne; 8. Longueur; 9. État de la canalisation; 10. Dates. 0,5 point par élément			
CD8	L'outil logiciel n° 1 offre aux utilisateurs des fonctions d'interrogation des installations en utilisant les éléments suivants : 1. Coins diagonalement opposés d'un secteur; 2. Polygones tracés sur un secteur cartographique; 3. Type d'installation; 4. Exploitant de l'installation; 5. Fluide ou substance traité par l'installation; 6. Endroit; 7. État de l'installation; 8. Dates. 0,5 point par élément	4		
CD9	L'outil logiciel n° 1 permet aux utilisateurs d'effectuer une requête sur les inscriptions de terrain à vendre en précisant les éléments suivants : 1. Secteur; 2. Descriptions des terres; 3. Date de vente; 4. Numéros d'accord. 0,5 point par élément	2		
CD10	L'outil logiciel n° 1 offre aux utilisateurs des fonctions d'interrogation des baux/accords en utilisant les éléments suivants : 1. Secteur; 2. Polygones tracés sur un secteur cartographique; 3. Locataire; 4. Dates d'entrée en vigueur; 5. Numéros d'accord; 6. Zones louées; 7. Montants, p. ex., prime; 8. Autres dates, p. ex., date de vente. 0,5 point par élément	4		
CD11	L'outil fournit les rapports et graphes/graphiques suivants sur les puits :	4		

	CRITÈRES COTÉS DE L'OUTIL LOGICIEL N° 1	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rapport sommaire sur un groupe de puits; 2. Volumes cumulatifs de pétrole, de gaz et d'eau par puits; 3. Noms du champ et du gisement par puits; 4. Histogrammes des puits indiquant la production cumulative de pétrole ou de gaz sur l'axe horizontal; 5. Histogrammes des puits indiquant les taux maximaux de production de pétrole ou de gaz sur l'axe horizontal; 6. Histogrammes des puits indiquant l'année civile sur l'axe horizontal; 7. Diagrammes de production de chaque puits; 8. Diagrammes de production d'un groupe de puits. <p>0,5 point par élément</p>			
CD12	<p>L'outil fournit les capacités suivantes de production personnalisée de graphiques sur les données de production des puits :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Représentation des taux de production moyens quotidiens théoriques; 2. Représentation des volumes cumulatifs; 3. Représentation de la teneur en eau, du ratio eau-pétrole et du ratio gaz-pétrole; 4. L'utilisateur peut sélectionner l'échelle de l'axe vertical; 5. L'utilisateur peut sélectionner le type d'échelle (linéaire ou logarithmique) de l'axe vertical; 6. L'utilisateur peut sélectionner les dates de début et de fin de l'axe horizontal (historique de production); 7. L'utilisateur peut sélectionner le type d'échelle (dates ou volumes cumulatifs) de l'axe horizontal; 8. Représentation graphique du total d'un groupe de puits; 9. Normalisation des données de production d'un groupe de puits; 10. L'utilisateur peut sélectionner l'apparence de la courbe (couleur, style et épaisseur). <p>0,5 point par élément</p>	5		
CD13	<p>L'outil logiciel n° 1 permet de générer les rapports suivants aux fins d'impression :</p>	4		

	CRITÈRES COTÉS DE L'OUTIL LOGICIEL N° 1	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
	1. Données générales sur le puits; 2. Historique de production du puits; 3. Analyse des gaz; 4. Données de mesure de déviation; 5. Renseignements sur l'installation; 6. Statistiques mensuelles de l'usine à gaz; 7. Renseignements sur la canalisation; 8. Renseignements sur le bail. 0,5 point par élément			
CD14	L'outil permet d'enregistrer les rapports suivants en format texte (.txt) : 1. Données générales sur le puits; 2. Historique de production du puits; 3. Données de mesure de déviation; 4. Analyse des gaz; 5. Renseignements sur l'installation; 6. Statistiques mensuelles de l'usine à gaz; 7. Renseignements sur la canalisation; 8. Information sur le bail. 0,5 point par élément	4		
CD15	L'outil logiciel permet le visionnement et l'impression des trajectoires tridimensionnelles (3D) des puits horizontaux et déviés. Oui – 5 points Non – 0 point	5		
	Maximum de points (de CD1 à CD15) Minimum de points (note de passage : 60 %)	52 31		
E	FORMATION, SOUTIEN TECHNIQUE, MAINTENANCE ET GARANTIE			
CE1	Indiquez de quelle manière le soutien technique sera assuré : 1. Courriel; 2. Ligne d'assistance téléphonique (p. ex., ligne sans frais); 3. Fonction d'aide et documentation en ligne. 1 point par réponse	3		
CE2	Indiquez les jours et les heures au cours desquels le bureau d'assistance est disponible.	3		

	CRITÈRES COTÉS DE L'OUTIL LOGICIEL N° 1	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
	<p>9 heures par jour en semaine (p. ex., 8 h à 17 h) – 2 points</p> <p>Plus de 9 heures par jour en semaine – 3 points</p>			
CE3	<p>Indiquez le délai standard de réponse en ligne du soumissionnaire.</p> <p>Moins de 48 heures – 0 point 25 à 48 heures – 0,5 point 7 à 24 heures – 1 point 4 à 6 heures – 1,5 point 1 à 3 heures – 2 points Moins de 1 heure = 3 points</p>	3		
CE4	<p>Indiquer comment sera fournie la formation initiale et supplémentaire (si elle est demandée) au personnel de PGIC sur le logiciel (méthodologie, durée et lieu).</p> <p>Formation en ligne et didacticiels disponibles – 1 point Formation menée en classe à l'installation de Calgary – 1 point Formation menée dans les locaux de PGIC – 1 point</p>	3		
CE5	<p>Garantie de deux (2) ans du logiciel débutant à la date d'acceptation (la date à laquelle le logiciel sous licence et les livrables sont acceptés), plus toute période de prolongation de la maintenance du logiciel selon les options accordées au gouvernement du Canada.</p> <p>Garantie de 5 ans = 5 points Garantie de 3 ans = 3 points Aucune garantie supplémentaire = 0 point</p>	5		
CE6	<p>Maintenance du logiciel pendant deux (2) ans à partir de la date d'acceptation, plus toute période pour laquelle la maintenance du logiciel est prolongée conformément aux options accordées à l'État. La maintenance comprend la livraison et le soutien à l'installation des plus récentes versions du logiciel dès</p>	5		

	CRITÈRES COTÉS DE L'OUTIL LOGICIEL N° 1	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
	leur mise en marché, ainsi que l'ensemble des corrections de bogues, correctifs logiciels et autres améliorations. Sans frais = 5 points Valeur monétaire = 2 points			
	Maximum de points (CE1 à CE2) Minimum de points (note de passage : 59 %)	22 13		
	Total maximum de points Total minimum de points (note de passage : 60 %)	195 117		

APPENDICE B – 1

SPÉCIFICATIONS OBLIGATOIRES BASE DE DONNÉES DE L'OUTIL LOGICIEL N° 2

La proposition du soumissionnaire **DOIT** satisfaire à **TOUTES** les exigences obligatoires pour faire l'objet d'un examen plus approfondi. Si un soumissionnaire ne satisfait pas à une (1) ou plusieurs des exigences obligatoires, sa proposition sera jugée non conforme et rejetée d'emblée.

	CRITÈRES OBLIGATOIRES POUR L'OUTIL LOGICIEL N° 2	Réponse du soumissionnaire incluant une preuve de conformité et des renvois aux documents à l'appui	RESPECTÉ	NON RESPECTÉ
A.	ENTREPRISE			
OA1	L'entreprise doit fournir la preuve qu'elle possède au moins cinq (5) années d'expérience, acquise au cours des sept (7) dernières années, en développement, réalisation et soutien de la base de données de l'outil logiciel intégré pour l'industrie pétrolière et gazière canadienne.			
OA2	L'entreprise doit fournir les noms et coordonnées d'au moins dix (10) clients actifs au Canada.			
B.	OUTIL LOGICIEL N° 2 – EXIGENCES GÉNÉRALES			
OB1	<p>L'outil logiciel n° 2 doit offrir les fonctionnalités exigées qui suivent dans un même produit unifié, harmonisé et intégré. Ces fonctionnalités doivent être accessibles par un seul ensemble d'interfaces coordonnées. En voici la liste, qui n'est pas exhaustive :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Base de données sur les puits de pétrole et de gaz, sur les taux de production des puits, sur les installations, sur les canalisations, sur les baux et les facteurs culturels; 2. Fonctions de recherche; 3. Fonctionnalité d'affichage de résultats tels que des rapports, des graphiques ou des cartes (contextuels); 			

	<p>4. Enregistrement, extraction et impression;</p> <p>5. Accès à une interface utilisateur graphique;</p> <p>6. Exportation de données et de rapports dans divers formats de fichier standards;</p> <p>7. Administration, sauvegarde et récupération;</p> <p>8. Recherche;</p> <p>9. Aide à l'utilisateur;</p> <p>10. Préférences de l'utilisateur;</p> <p>11. Basculement ou option d'unités impériales et métriques;</p> <p>Au moins deux (2) utilisateurs doivent pouvoir utiliser ces fonctionnalités en même temps.</p>			
OB2	La base de données de l'outil logiciel n° 2 doit être compatible avec le serveur de PGIC (actuellement : Windows 2003, 32 bits, VMware; sera remplacé en 2016 par Windows 2008 sp2, 64 bits, VMware).			
OB3	Prestation de services de maintenance et de soutien pendant la durée du contrat, plus les années.			
OB4	L'outil logiciel n° 2 doit pouvoir être utilisé en même temps par au plus deux (2) utilisateurs.			
C.	OUTIL LOGICIEL N° 2 – EXIGENCES RELATIVES À LA BASE DE DONNÉES			
OC1	<p>L'outil doit fournir les données provinciales suivantes pour chaque puits de pétrole et de gaz, selon le cas, situé en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, si ces données sont accessibles au public :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Identificateur unique de puits (IUP); 2. Données avant forage, y compris : <ol style="list-style-type: none"> a. Détenteur du permis d'exploitation du puits; b. Numéro du permis d'exploitation; c. Date de délivrance du permis; 			

	<p>d. Classification du puits selon Lahee;</p> <p>3. Données sur le forage et la complétion du puits :</p> <p>a. Date du forage par battage;</p> <p>b. Date d'achèvement du forage;</p> <p>c. Date de libération de l'appareil de forage;</p> <p>d. Profondeurs (totales) mesurées et profondeur verticale réelle;</p> <p>e. Élévations du sol et de la fourrure d'entraînement;</p> <p>f. Données sur le tubage de puits;</p> <p>g. Données de perforation;</p> <p>h. type de carottes et données d'intervalle;</p> <p>i. type de diagraphies et données d'intervalle;</p> <p>j. Données d'obturation et d'abandon;</p> <p>k. Données de cimentation.</p> <p>4. Données sur l'emplacement du puits, tant en surface qu'au fond du puits, dont les coordonnées suivantes :</p> <p>a. coordonnées des levés topographiques (système d'arpentage des terres fédérales ou Système national de référence cartographique, selon le cas);</p> <p>b. Latitude et longitude;</p> <p>c. Abscisse ou ordonnée;</p> <p>5. Données de forage dévié, p. ex. azimut et inclinaison;</p> <p>6. Données de mesure de la déviation dans le cas des puits horizontaux et déviés;</p> <p>7. Données sur le champ, le gisement et la formation du puits :</p> <p>a. Nom du champ;</p> <p>b. Nom du gisement;</p> <p>c. Nom de la formation productrice;</p> <p>d. Toits de formation;</p> <p>8. État actuel du puits, dont le type, le fluide qu'il contient, le mode de fonctionnement, la</p>			
--	---	--	--	--

	<p>structure, et la date d'entrée en vigueur;</p> <p>9. Date d'entrée en production;</p> <p>10. Données de production mensuelle – volumes de pétrole, de gaz et d'eau et nombre d'heures de production;</p> <p>11. Données d'injection mensuelle – volumes du fluide et nombre d'heures.</p>			
OC2	L'outil doit pouvoir fournir les diagraphies des fonds de puits tubés et ouverts.			
OC3	<p>L'outil doit fournir les données suivantes sur les pipelines de pétrole et de gaz en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, si ces données sont accessibles au public :</p> <p>6. Exploitant;</p> <p>7. Date(s) d'approbation;</p> <p>8. Substance;</p> <p>9. Longueur et emplacement ou points de départ et de fin;</p> <p>10. Types de raccords (entre le puits et la canalisation).</p>			
OC4	<p>L'outil logiciel n° 2 doit fournir les données provinciales suivantes pour chaque installation pétrolière et gazière située en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, si ces données sont accessibles au public :</p> <p>4. Exploitant;</p> <p>5. Type d'installation (doit comprendre au minimum une batterie, un compresseur, un déshydrateur, un réseau collecteur de gaz, une usine à gaz, une station de comptage, une usine de traitement de sable bitumineux et une usine de traitement des déchets);</p> <p>6. Code de l'installation;</p> <p>7. Emplacement, c.-à-d. coordonnées des levés topographiques (système d'arpentage des terres fédérales ou Système national de référence cartographique,</p>			

	selon le cas) ou latitude et longitude.			
OC5	<p>L'outil doit fournir les données suivantes pour chaque bail et accord pétrolier et gazier en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, si ces données sont accessibles au public :</p> <ol style="list-style-type: none"> 11. Numéro de l'accord; 12. Locataire et cessionnaire; 13. Durée; 14. Dates de délivrance et d'expiration; 15. Taille du secteur; 16. Renseignements sur la parcelle de terrain; 17. Zones; 18. Date de vente; 19. Prime en \$/hectare; 20. Montant de la location. 			
OC6	<p>L'outil logiciel n° 2 doit fournir les données suivantes pour chaque bail et accord pétrolier et gazier conclu avec une Première Nation ou une bande indienne en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, si ces données sont accessibles au public :</p> <ol style="list-style-type: none"> 4. Numéro de l'accord; 5. Locataire et cessionnaire; 6. Dates de délivrance et d'expiration; 7. Renseignements sur la parcelle de terrain. 			
OC7	<p>L'outil doit fournir sur ses cartes les données topographiques et culturelles suivantes concernant la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, si ces données sont accessibles au public :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Frontières des réserves indiennes; 2. Frontières des provinces et des parcs; 3. Quadrillage selon le système d'arpentage applicable (ATF, SNRC); 4. Plans et cours d'eau, y compris les lacs, rivières, fleuves et ruisseaux; 			

	5. Villes et villages; 6. Infrastructure routière et ferroviaire.			
OC8	L'outil doit comprendre des données sur l'espacement des puits.			
OC9	Des mises à jour générales des données doivent être effectuées au moins une fois par mois.			
D.	OUTIL LOGICIEL – EXIGENCES RELATIVES AUX REQUÊTES, AUX RÉSULTATS ET À LA CARTOGRAPHIE			
OD1	L'outil logiciel n° 2 doit offrir les fonctions d'interrogation suivantes : 1. Combinaison de critères de recherche et de variables; 2. Capacité de traiter plusieurs requêtes simultanées et d'en conserver les entrées; 3. Capacité de traiter les requêtes simultanées de plusieurs utilisateurs; 4. Enregistrement des requêtes des utilisateurs à des fins de référence; 5. Enregistrement des résultats des requêtes des utilisateurs.			
OD2	L'outil doit permettre aux utilisateurs d'effectuer des requêtes en précisant la distance entre les puits et les frontières des réserves indiennes.			
OD3	L'outil doit comporter la fonctionnalité suivante de production de résultats, de rapports et de graphiques : 1. Conservation simultanée des résultats de requêtes et de recherches multiples; 2. Affichage et mise en évidence des résultats des requêtes et des recherches sur une carte; 3. Enregistrement et impression des résultats des requêtes; 4. Exportation des résultats des requêtes dans une variété de formats standards, y compris en formats téléchargeables			

	<p>dans d'autres applications, dont Microsoft Excel;</p> <p>5. Exportation des données de production et d'injection dans des formats standards téléchargeables dans des logiciels d'économie et de gestion des réserves (tels que Value Navigator, version 6.3 ou ultérieure);</p> <p>6. Option d'affichage des données de production et d'injection sous forme de tableaux et de graphiques personnalisables par l'utilisateur;</p> <p>7. Option d'affichage des données de production et d'injection sous forme de rapports;</p> <p>8. Enregistrement et impression des profils des puits;</p> <p>9. Impression des tableaux, des graphiques et des rapports.</p>			
OD4	L'outil doit permettre de visualiser et d'imprimer les trajectoires tridimensionnelles des puits horizontaux et déviés.			
OD5	L'outil doit permettre de sauvegarder, de récupérer et d'imprimer les diagraphies des fonds de puits.			
OD6	<p>L'outil doit fournir la fonctionnalité de cartographie suivante :</p> <p>1. Affichage et mise en évidence des résultats des requêtes et des recherches sur une carte;</p> <p>2. Affichage de différents ensembles de données sur différentes couches cartographiques;</p> <p>3. Possibilité pour l'utilisateur d'ajuster les cartes afin d'afficher uniquement les couches désirées;</p> <p>4. Possibilité pour l'utilisateur de personnaliser la couleur, la taille et l'épaisseur des éléments des cartes;</p> <p>5. Possibilité pour l'utilisateur de personnaliser l'impression des cartes;</p>			

Solicitation No. - N° de l'invitation
A2770-150009/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
A2770-150009

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
CAL-5-38138

Buyer ID - Id de l'acheteur
cal130
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	6. Exportation des cartes dans des formats de fichiers graphiques standards.			
OD7	L'outil doit permettre d'afficher les données d'espacement des puits sur les cartes.			

APPENDICE B – 2

CRITÈRES COTÉS NUMÉRIQUEMENT

LA BASE DE DONNÉES DE L'OUTIL LOGICIEL N° 2

Les propositions d'outil logiciel n° 2 qui respectent tous les critères obligatoires seront évaluées et cotées numériquement par rapport aux critères mentionnés ci-dessous. Les facteurs et les indicateurs de pondération attribués à chaque critère seront utilisés pour l'évaluation. Les propositions doivent obtenir un minimum de points dans chaque catégorie et au moins la note globale de passage pour faire l'objet d'un examen plus approfondi. Sauf indication contraire, il n'y a aucune exigence minimale de points établie pour l'un ou l'autre des critères cotés.

	CRITÈRES COTÉS NUMÉRIQUEMENT POUR L'OUTIL N° 2	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
D	ENTREPRISE			
CA1	Clients du secteur privé au Canada ou à l'étranger qui utilisent actuellement le logiciel. 0 client – 0 point 1 client à 10 clients – 2 points 11 clients à 20 clients – 5 points 21 clients à 30 clients – 8 points Plus de 30 clients - 10 points	10		
CA2	Clients universitaires, gouvernementaux ou des Premières Nations au Canada qui utilisent actuellement le logiciel. 0 client – 0 point 1 client – 1 point 2 clients – 2 points 3 clients – 3 points 4 clients – 4 points 5 clients ou plus – 5 points	5		
	Maximum de points (CA1 et CA2) Minimum de points (note de passage de 53 %)	15 8		
B	OUTIL LOGICIEL N° 2 – CRITÈRES GÉNÉRAUX			
CB1	L'application affiche la date de la dernière mise à jour des données suivantes : 7. Données sur les puits de pétrole et de gaz; 8. Données sur la production des puits; 9. Données sur les canalisations; 10. Données sur les installations; 11. Données sur les baux; 12. Données sur les réserves pétrolifères et gazières.	6		

	CRITÈRES COTÉS NUMÉRIQUEMENT POUR L'OUTIL N° 2	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
	1 point par élément			
CB2	L'outil logiciel est compatible avec Citrix. Oui – 5 points Non – 0 point	5		
	Maximum de points Minimum de points – aucune note de passage (0 %)	11 0		
C	OUTIL LOGICIEL N° 2 – CRITÈRES RELATIFS À LA BASE DE DONNÉES			
CC1	L'outil logiciel fournit les volumes mensuels de condensat dans le cadre des données mensuelles sur la production Oui – 2 points Non – 0 point	2		
CC2	L'outil indique les taux quotidiens moyens théoriques de production des puits (volume mensuel divisé par le nombre d'heures de production mensuelle, multiplié par 24 heures par jour) pour chaque mois. Pétrole, gaz, eau et condensat – 3 points Pétrole, gaz et eau – 2 points Pétrole et gaz – 1 point Autre – 0 point	3		
CC3	L'outil logiciel n° 2 indique les taux moyens de productivité des puits par jour ouvrable pour chaque mois. Pétrole, gaz, eau et condensat – 3 points Pétrole, gaz et eau – 2 points Pétrole et gaz – 1 point Autre – 0 point	3		
CC4	L'outil logiciel n° 2 indique les volumes cumulatifs des puits pour chaque mois. Pétrole, gaz, eau et condensat – 3 points Pétrole, gaz et eau – 2 points Pétrole et gaz – 1 point Autre – 0 point	3		

	CRITÈRES COTÉS NUMÉRIQUEMENT POUR L'OUTIL N° 2	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
CC5	<p>L'outil indique les paramètres dérivés des données de production des puits suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Teneur en pétrole en pourcentage; 2. Ratio eau-pétrole; 3. Ratio gaz-pétrole. <p>1 point par élément</p>	3		
CC6	<p>L'outil logiciel fournit les données suivantes sur les puits :</p> <ol style="list-style-type: none"> 7. Pression 8. Débit maximal absolu; 9. Analyse des gaz; 10. Analyse du pétrole; 11. Analyse des carottes; 12. Train de tiges. <p>1 point par élément</p>	6		
CC7	<p>L'outil logiciel n° 2 indique le profil du puits (vertical, dévié ou horizontal).</p> <p>Oui = 5 points Non = 0 point</p>	5		
CC8	<p>L'outil logiciel n° 2 fournit l'historique d'état des puits (c.-à-d. l'état du puits à diverses dates, avant l'état actuel du puits) dans les provinces suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Alberta; 2. Colombie-Britannique; 3. Manitoba; 4. Saskatchewan. <p>1 point par province</p>	4		
CC9	<p>L'outil logiciel n° 2 comporte un champ à valeur prédéfinie indiquant si le puits fait partie d'une unité de production dans les provinces suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Alberta; 2. Colombie-Britannique; 3. Saskatchewan. <p>1 point par province</p>	3		

	CRITÈRES COTÉS NUMÉRIQUEMENT POUR L'OUTIL N° 2	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
CC10	L'outil permet à l'utilisateur de sélectionner des toits de formation sur mesure et de saisir les noms de formation sur mesure correspondants. Oui = 10 points Non = 0 point	10		
CC11	L'outil logiciel comporte de l'information sur la taille des unités d'espacement provinciales, si la taille de ces unités n'est pas standard. Oui = 10 points Non = 0 point	10		
CC12	L'outil logiciel comporte de l'information sur les biens fonciers si ceux-ci comportent des unités d'espacement provinciales. Oui = 5 points Non = 0 point	5		
CC13	L'outil fournit de l'information sur les réserves des gisements pétroliers et gaziers provenant d'une des provinces suivantes ou plus : 1. Alberta – 3 points 2. Saskatchewan – 2 points 3. Colombie-Britannique – 1 point 4. Manitoba – 1 point	7		
CC14	L'outil logiciel n° 2 fournit les données suivantes sur les canalisations en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, si ces données sont accessibles au public : 4. Concentration maximale en sulfure d'hydrogène; 5. Spécifications, c.-à-d. pression maximale de service, matériaux de construction, diamètre; 6. État de la canalisation. 1 point par élément	3		
CC15	L'outil logiciel n° 2 fournit des statistiques mensuelles sur les usines à gaz, si ces données sont accessibles au public. Oui – 2 points	2		

	CRITÈRES COTÉS NUMÉRIQUEMENT POUR L'OUTIL N° 2	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
	Non – 0 point			
CC16	L'outil fournit de l'information sur les inscriptions de terrain à vendre actuelles ou à venir en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, si ces données sont accessibles au public. Oui – 2 points Non – 0 point	2		
CC17	L'outil logiciel n° 2 fournit les données suivantes pour chaque bail ou accord pétrolier et gazier en propriété franche (qui n'appartient ni à l'État ni à une Première Nation) en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, si ces données sont accessibles au public : 5. Numéro de l'accord; 6. Locataire/cessionnaire; 7. Dates de délivrance et d'expiration; 8. Renseignements sur la parcelle de terrain. 1 point par élément	4		
CC18	L'outil logiciel fournit les marges des grandes périodes de formation dans ses couches cartographiques. Oui – 2 points Non – 0 point	2		
CC19	Le soumissionnaire doit indiquer la fréquence à laquelle l'outil logiciel met à jour les données suivantes comparativement à la fréquence de publication par les gouvernements provinciaux applicables. Prendre en considération la différence entre les dates de publication provinciale. Par exemple, si la province 1 publie les données sur la production des puits le 15 ^e jour du mois et que la province 2 les publie le 20 ^e jour du mois, et que l'outil logiciel met à jour ces données subséquentement à chaque fois, des points seront alors accordés au soumissionnaire pour mettre à jour les données aussi souvent que les publications provinciales. Toutefois, si l'outil met à jour ces données seulement une fois par mois, aucun point ne sera attribué au soumissionnaire. Les données visées par cette exigence sont les suivantes : 9. Puits forés par battage;	8		

	CRITÈRES COTÉS NUMÉRIQUEMENT POUR L'OUTIL N° 2	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
	<p>10. Confidentialité des données sur les puits; 11. Permis d'exploitation de puits délivrés; 12. Permis d'exploitation d'installation délivrés; 13. Données de production des puits; 14. Données sur l'état des puits; 15. Inscriptions de terrain à vendre; 16. Ventes de terrain.</p> <p>0 point par élément mis à jour mensuellement.</p> <p>0,5 point par élément mis à jour moins souvent que les publications provinciales, mais plus souvent qu'une fois par mois (indiquer la fréquence de la publication provinciale et de la mise à jour par l'outil logiciel).</p> <p>1 point par élément mis à jour aussi souvent que les publications provinciales (préciser si la mise à jour est quotidienne, hebdomadaire, à la quinzaine ou mensuelle).</p>			
CC20	<p>L'outil logiciel n° 2 fournit des photographies aériennes ou satellitaires.</p> <p>Oui – 10 points Non – 0 point</p>	10		
CC21	<p>L'outil fournit des données sismiques d'emplacement.</p> <p>Oui – 5 points Non – 0 point</p>	5		
	<p>Maximum de points (CC1 à CC21) Minimum de points (note de passage de 60 %)</p>	100 60		
D	OUTIL LOGICIEL N° 2 – CRITÈRES RELATIFS AUX REQUÊTES, AUX RÉSULTATS ET À LA CARTOGRAPHIE			
CD1	<p>L'outil logiciel n° 2 permet aux utilisateurs d'effectuer des requêtes en précisant les éléments suivants :</p> <p>11. Identificateurs uniques de puits; 12. Coins diagonalement opposés d'un secteur rectangulaire; 13. Nom de champ ou nom de gisement; 14. Formation productrice; 15. Dates (p. ex. : date de battage, date d'achèvement du forage, date de libération de l'appareil de forage);</p>	5		

	CRITÈRES COTÉS NUMÉRIQUEMENT POUR L'OUTIL N° 2	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
	<p>16. Profil de puits (p. ex. : horizontal, vertical, dévié); 17. Fluide présent dans le puits (p. ex. : pétrole, gaz, eau); 18. Type de puits (injection, source, cyclique); 19. Mode du puits (p. ex. : éruptif, en pompage, abandonné); 20. Renseignements sur le permis d'exploitation du puits (p. ex. titulaire du permis, date de délivrance).</p> <p>0,5 point par élément</p>			
CD2	<p>L'outil permet aux utilisateurs d'effectuer une requête sur les puits en traçant des polygones réguliers ou irréguliers sur un secteur cartographique.</p> <p>Oui – 2 points Non – 0 point</p>	2		
CD3	<p>L'outil logiciel fournit des indicateurs unitaires et les utilisateurs peuvent rechercher des puits à l'aide de ces indicateurs.</p> <p>Oui – 2 points Non – 0 point</p>	2		
CD4	<p>L'outil logiciel permet aux utilisateurs de saisir des toits de formation et des noms de puits sur mesure, et de rechercher des puits à l'aide des noms de formation sur mesure.</p> <p>Oui – 20 points Non – 0 point</p>	20		
CD5	<p>L'outil logiciel n° 2 comporte de l'information sur les unités d'espacement provinciales ayant une taille non standard, et peut afficher la taille des unités d'espacement sur les cartes.</p> <p>Oui – 10 points Non – 0 point</p>	10		
CD6	<p>L'outil comporte de l'information sur les biens fonciers provinciaux, et peut afficher ceux-ci sur les cartes.</p> <p>Oui – 5 points Non – 0 point</p>	5		
CD7	<p>L'outil logiciel permet aux utilisateurs d'effectuer une requête sur les canalisations en précisant les éléments suivants :</p>	5		

	CRITÈRES COTÉS NUMÉRIQUEMENT POUR L'OUTIL N° 2	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
	11. Coins diagonalement opposés d'un secteur; 12. Polygones tracés sur un secteur cartographique; 13. Information relative à l'approbation de la canalisation; 14. Exploitant de la canalisation; 15. Substance transportée par la canalisation; 16. Endroit; 17. Numéro de ligne; 18. Longueur; 19. État de la canalisation; 20. Dates. 0,5 point par élément			
CD8	L'outil logiciel permet aux utilisateurs d'effectuer une requête sur les installations en précisant les éléments suivants : 9. Coins diagonalement opposés d'un secteur; 10. Polygones tracés sur un secteur cartographique; 11. Type d'installation; 12. Exploitant de l'installation; 13. Fluide ou substance traité par l'installation; 14. Endroit; 15. État de l'installation; 16. Dates. 0,5 point par élément	4		
CD9	L'outil permet aux utilisateurs d'effectuer une requête sur les inscriptions de terrain à vendre en précisant les éléments suivants : 5. Secteur; 6. Descriptions des terres; 7. Date de vente; 8. Numéros d'accord. 0,5 point par élément	2		
CD10	L'outil logiciel no 2 permet aux utilisateurs d'effectuer une requête sur un bail ou un accord en précisant les éléments suivants : 9. Secteur; 10. Polygones tracés sur un secteur cartographique; 11. Locataire; 12. Dates d'entrée en vigueur; 13. Numéros d'accord; 14. Zones louées; 15. Montants, p. ex., prime;	4		

	CRITÈRES COTÉS NUMÉRIQUEMENT POUR L'OUTIL N° 2	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
	16. Autres dates, p. ex., date de vente. 0,5 point par élément			
CD11	L'outil fournit les rapports, les graphiques et les tableaux suivants relativement aux puits : 9. Rapport sommaire sur un groupe de puits; 10. Volumes cumulatifs de pétrole, de gaz et d'eau par puits; 11. Noms du champ et du gisement par puits; 12. Histogrammes des puits indiquant la production cumulative de pétrole ou de gaz sur l'axe horizontal; 13. Histogrammes des puits indiquant les taux maximaux de production de pétrole ou de gaz sur l'axe horizontal; 14. Histogrammes des puits indiquant l'année civile sur l'axe horizontal; 15. Diagrammes de production de chaque puits; 16. Diagrammes de production d'un groupe de puits. 0,5 point par élément	4		
CD12	L'outil offre les capacités suivantes de création de diagrammes sur mesure pour présenter l'information sur la production des puits : 11. Représentation des taux de production moyens quotidiens théoriques; 12. Représentation des volumes cumulatifs; 13. Représentation de la teneur en eau, du ratio eau-pétrole et du ratio gaz-pétrole; 14. L'utilisateur peut sélectionner l'échelle de l'axe vertical; 15. L'utilisateur peut sélectionner le type d'échelle (linéaire ou logarithmique) de l'axe vertical; 16. L'utilisateur peut sélectionner les dates de début et de fin de l'axe horizontal (historique de production); 17. L'utilisateur peut sélectionner le type d'échelle (dates ou volumes cumulatifs) de l'axe horizontal; 18. Représentation graphique du total d'un groupe de puits; 19. Normalisation des données de production d'un groupe de puits;	5		

	CRITÈRES COTÉS NUMÉRIQUEMENT POUR L'OUTIL N° 2	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
	20. L'utilisateur peut sélectionner l'apparence de la courbe (couleur, style et épaisseur). 0,5 point par élément			
CD13	L'outil logiciel n° 2 permet de générer les rapports imprimables suivants : 9. Données générales sur le puits; 10. Historique de production du puits; 11. Analyse des gaz; 12. Données de mesure de déviation; 13. Renseignements sur l'installation; 14. Statistiques mensuelles de l'usine à gaz; 15. Renseignements sur la canalisation; 16. Renseignements sur le bail. 0,5 point par élément	4		
CD14	L'outil permet de sauvegarder les rapports suivants sous forme de fichiers texte (.txt) : 9. Données générales sur le puits; 10. Historique de production du puits; 11. Données de mesure de déviation; 12. Analyse des gaz; 13. Renseignements sur l'installation; 14. Statistiques mensuelles de l'usine à gaz; 15. Renseignements sur la canalisation 16. Information sur le bail. 0,5 point par élément	4		
	Maximum de points (CD1 à CD14) Minimum de points (note de passage de 60 %)	76 46		
E	FORMATION, SOUTIEN TECHNIQUE, MAINTENANCE ET GARANTIE			
CE1	Indiquer si du soutien technique sera fourni par : 1. Courriel; 2. Ligne d'assistance téléphonique (p. ex., ligne sans frais); 3. Fonction d'aide et documentation en ligne. 1 point par élément	3		
CE2	Indiquer les jours et les heures d'ouverture du service d'assistance.	3		

	CRITÈRES COTÉS NUMÉRIQUEMENT POUR L'OUTIL N° 2	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
	<p>Moins de six (6) heures par jour de semaine pendant les heures d'ouverture normales – 0 point</p> <p>6 à 8 heures par jour de semaine pendant les heures d'ouverture normales – 1 point</p> <p>9 heures par jour de semaine (p. ex., de 8 h à 17 h) – 2 points</p> <p>Plus de 9 heures par jour de semaine – 3 points</p>			
CE3	<p>Indiquer le délai de réponse habituel pour l'assistance en ligne.</p> <p>Moins de 48 heures = 0 point 25 à 48 heures = 0,5 point 7 à 24 heures – 1 point 4 à 6 heures – 1,5 point 1 à 3 heures – 2 points Moins de 1 heure = 3 points</p>	3		
CE4	<p>Indiquer comment sera fournie la formation initiale et supplémentaire sur le logiciel (si elle est demandée) au personnel de PGIC (méthodologie et lieu).</p> <p>Formation et tutoriels en ligne – 1 point Formation en classe à Calgary – 1 point Formation dans les locaux de PGIC – 1 point</p>	3		
CE5	<p>Garantie du logiciel pendant deux (2) ans à compter de la date d'acceptation (date à laquelle le logiciel sous licence et les livrables sont acceptés), plus toute période pour laquelle la maintenance du logiciel est prolongée conformément aux options accordées au gouvernement du Canada.</p> <p>5 ans = 5 points 3 ans = 3 points Aucune garantie supplémentaire = 0 point</p>	5		
CE6	<p>Maintenance du logiciel pendant deux (2) ans à partir de la date d'acceptation, plus toute période pour laquelle la maintenance du logiciel est prolongée conformément aux options accordées à l'État. La maintenance comprend la livraison et le soutien à l'installation des plus récentes versions du logiciel dès</p>	5		

	CRITÈRES COTÉS NUMÉRIQUEMENT POUR L'OUTIL N° 2	Nombre maximal de points	Nombre de points attribués	Renvoi à la proposition
	leur mise en marché, ainsi que l'ensemble des corrections de bogues, correctifs logiciels et autres améliorations. Gratuite = 5 points Avec frais = 2 points			
	Maximum de points (CE1 à CE6) Minimum de points (note de passage de 59 %)	22 13		
	Nombre total maximal de points Note globale totale minimale (note de passage de 60 %)	224 134		

Formulaire 1

Formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel

(à utiliser lorsque le soumissionnaire est l'éditeur de logiciel)

Le soumissionnaire atteste qu'il est l'éditeur des logiciels et des composants de logiciel suivants et qu'il a tous les droits requis pour fournir les licences de ces logiciels (et de tous les sous-composants non exclusifs intégrés aux logiciels), libres de redevances pour le Canada :

[les soumissionnaires devraient ajouter ou retirer des lignes au besoin]

Formulaire 2

Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel

(à utiliser lorsque le soumissionnaire n'est pas l'éditeur de logiciel)

La présente vise à confirmer que l'éditeur de logiciel identifié ci-dessous a autorisé l'offrant nommé ci-après à fournir des licences de son logiciel dans le cadre du contrat résultant de la demande de soumissions indiquée ci-dessous. L'éditeur de logiciel atteste qu'aucune condition reproduite dans une licence sous emballage rétractable, et reproduite dans ou sur l'emballage du logiciel ou dans toute autre modalité accompagnant le logiciel ne s'appliquera, et que le contrat attribué à la suite de la demande de soumissions (avec ses modifications successives par les parties) représentera l'entente en entier, y compris pour ce qui concerne les licences des produits logiciels de l'éditeur de logiciel indiqués ci-dessous. L'éditeur de logiciel atteste en outre que, si la méthode de livraison (comme le téléchargement) devait nécessiter que l'utilisateur accepte de quelque façon que ce soit l'application de conditions non prévues par la demande de soumissions, ces conditions ne s'appliqueraient pas à l'utilisation par le Canada des produits logiciels de l'éditeur de logiciel indiqués ci-dessous, et ce même si l'utilisateur accepte de quelque façon que ce soit de se soumettre aux conditions supplémentaires.

Cette autorisation s'applique aux logiciels suivants :

[les soumissionnaires devraient ajouter ou retirer des lignes au besoin]

Nom de l'éditeur de logiciel (EL) _____

Signature du signataire autorisé de l'EL _____

Nom en caractères d'imprimerie du signataire
autorisé de l'EL _____

Titre en caractères d'imprimerie du signataire
autorisé de l'EL _____

Adresse du signataire autorisé de l'EL _____

N° de téléphone du signataire autorisé de l'EL _____

N° de télécopieur du signataire autorisé de l'EL _____

Date de signature _____

Numéro de la demande de soumissions _____

Nom du soumissionnaire _____

De 467.11 à 467.13: Participation aux activités d'une organisation criminelle			
Loi sur la concurrence			
45: Complot, accord ou arrangement entre concurrents	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
46: Directives étrangères			
47: Truquage d'offres			
49: Accords bancaires fixant les intérêts			

¹ Pour lesquelles aucun pardon ou l'équivalent n'a été accordée.

	Oui	Non	Commentaires
52: Indications fausses ou trompeuses 53: Documentation trompeuse			
Loi sur la corruption d'agents publics étrangers			
3: Corruption d'agents publics étrangers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4: Comptabilité			
5: Infraction commise à l'étranger			
Loi réglementant certaines drogues et autres substances			
5: Trafic de substances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
6: Importation et exportation			
7: Production de substances			
Autres Lois			
239: Déclarations fausses ou trompeuses (Loi de l'impôt sur le revenu)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
327: Déclarations fausses ou trompeuses (Loi sur la taxe d'accise)			

Autres commentaires

☐ Je, (nom) _____, (poste) _____, de (nom de l'entreprise-fournisseur) _____

Solicitation No. - N° de l'invitation
A2770-150009/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
A2770-150009

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
CAL-5-38138

Buyer ID - Id de l'acheteur
cal130
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

autorise TPSGC à recueillir et à utiliser les renseignements fournis, ainsi que tout autre renseignement dont il pourrait avoir besoin pour déterminer l'inadmissibilité de l'entreprise, et à rendre public les résultats.



Je, (nom) _____, (poste) _____, de
(nom de l'entreprise-fournisseur)

_____ atteste que les renseignements
donnés dans le présent formulaire sont, à mes connaissances, véridiques et complètes.

De plus, je reconnais que, si des renseignements devraient s'avérer erronés ou manquants, il pourrait en résulter l'annulation de ma soumission, la déclaration de mon admissibilité ou ma suspension.

Nous vous remercions de vouloir faire affaire avec le gouvernement du Canada et de vous montrer compréhensifs quant aux mesures additionnelles que nous devons prendre pour protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement de TPSGC.